

SOMMAIRE

Janvier-Février 2007

Volume VIII Numéro 1

COMMENTAIRES

- 3 Le régime préférentiel ACP-UE à l'épreuve de l'OMC : Quid de l'après 31 Décembre 2007 ?
- 6 Vers une amélioration des modalités de négociation dans le commerce des services
- 8 Pays en développement et règlement des différends : avoir son jour au Tribunal
- 10 Exceptions aux droits de brevet

NOUVELLES DE L'OMC

- 13 Négociations agricoles : « causeries au coin feu » sur le soutien interne et l'accès aux marchés
- 14 Les Etats-Unis présentent les réformes au titre de la Farm Bill : insatisfaction chez leurs partenaires commerciaux
- 17 Négociations agricoles : le Pakistan présente de nouvelles options pour le traitement des produits spéciaux
- 18 PMA : le Brésil ouvre son marché en franchise de droits aux exportations des PMA
- 18 Comités de négociations : le Conseil général nomme les Présidents pour 2007

NOUVELLES REGIONALES

- 19 Sommet France-Afrique : Le Président Compaoré plaide pour les matières premières africaines

PUBLICATIONS ET ÉVÉNEMENTS

- 24 - Publications
- 24 - Événements

PASSERELLES est une publication conjointe de Enda tiers monde et ICTSD. Elle a pour vocation de fournir une perspective africaine dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales.

Le G4 intensifie les contacts mais la « diplomatie discrète » peine à produire une percée significative

L'intensification des pourparlers en groupe ou en bilatéral entre les principaux acteurs des négociations a suscité depuis le début de l'année un regain d'espoir quant à une évolution rapide des négociations vers un accord. La stratégie de la diplomatie discrète mise en avant par le G4 – Etats-Unis, Union européenne, Inde et Brésil – n'a cependant toujours pas produit l'impulsion qu'on en attend.

Les membres de l'OMC sont toujours en attente d'une percée en dépit de la multiplication des efforts entre les membres clés que sont les Etats-Unis, l'Union européenne, le Brésil et l'Inde. Les exercices « d'ingénierie inverse » auxquels ils se sont adonnés depuis quelques semaines n'ont pas permis de parvenir à des engagements consensuels sur des chiffres précis en matière d'accès aux marchés et de soutien interne. La stratégie actuelle des membres semble être de trouver un accord au sein du G4 d'ici avril et de chercher ensuite un consensus multilatéral et même une ratification avant fin juin, en tenant compte de l'autorisation de promotion du commerce des Etats-Unis qui prend fin sous peu.

Mais le rythme et le format actuels de ces négociations donnent peu de raisons de croire à une percée significative à court terme. De plus en plus de voix s'élèvent l'OMC pour fustiger cette stratégie de la « diplomatie discrète », un peu trop « discrète » aux yeux de certains, dans la mesure où le contenu et l'orientation de ces pourparlers sont inconnus de la majorité des membres qui n'y participent pas. Cela pourrait être en fin de compte plus un problème qu'une solution car même si les négociations agricoles sont incontestablement les plus importantes à l'OMC, elle ne peuvent être déconnectées des autres sujets comme l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les services qui sont les centres d'intérêts majeurs pour certains membres. De plus, la multiplication des discussions bilatérales entre les

membres du G4 se fonde sur l'hypothèse qu'un consensus entre eux serait automatiquement endossé multilatéralement par tous les autres membres et qu'au contraire leur échec signifierait l'effondrement des négociations globales. Crawford Falconer, le Président du comité de l'agriculture s'est d'ailleurs démarqué d'une telle idée, lors d'une réunion du comité tenue le 23 février dernier, arguant que l'échec d'une poignée de membre à s'entendre ne peut nullement engendrer un effondrement des pourparlers. « La réussite est une décision multilatérale ; l'échec est une décision multilatérale » a-t-il avancé.

Impulsion politique et sentiment d'urgence en janvier...

Lors d'une conférence de presse conjointe, tenue le 8 janvier, le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson et la Représentante au commerce extérieur américaine, Susan Schwab, ont parlé de progrès, de nouvelle impulsion et de sentiment d'urgence partagé en vue de l'achèvement du Cycle. Toutefois, leur réunion – comme d'autres récents contacts bilatéraux de haut niveau – a semblé porté davantage sur le renforcement de l'impulsion politique que sur la négociation des détails d'une avancée éventuelle. De fait, aucun des deux n'a offert d'exemples concrets de convergence ou de flexibilité renouvelée dans leurs positions de négociation, et tout deux ont mis l'accès sur le fait qu'aucun accord bilatéral UE/États-Unis ne pouvait être concocté pour être

(suite à la page 2)

Le G4 intensifie les contacts...
(suite de la page 1)

transmis aux autres Membres de l'OMC.

Le Commissaire Mandelson a déclaré que les réunions qu'il avait tenues avec les dirigeants démocrates au Congrès, le Président Bush et l'Ambassadrice Schwab lui avaient donné « un regain de confiance sur le fait que l'accord de Doha était réalisable et pouvait être mené à bien dans le calendrier étroit qui s'était ouvert. » Ms Schwab a été plus prudente, mais a mis l'accent sur le fait que les processus consultatifs en cours à différents niveaux étaient « d'une très grande utilité pour donner une idée des spécificités, des priorités et des sensibilités » afin de garantir qu'il n'y aurait pas de « mauvaises surprises » si et quand les négociations reprennent.

S'adressant à des journalistes, le 12 janvier, l'Ambassadrice Schwab s'est déclarée « personnellement plus optimiste » qu'elle ne l'avait été depuis des mois, concernant le fait que les pays étaient « sur une voie qui pouvait leur permettre d'arriver à une conclusion fructueuse du Cycle de Doha. » Elle a également paru plus assurée que ~~l'expiration, le 1^{er}~~ juillet 2007, de l'Autorité en matière de promotion du commerce conférée au Président ne signifierait pas la fin du Cycle. L'Autorité de promotion du commerce serait prorogée, dès la réalisation de progrès suffisants dans les négociations, a-t-elle prévu, mais elle a également souligné que la substance plutôt que le calendrier en dicterait le rythme. Par ailleurs, le Secrétaire adjoint de la Maison Blanche, Tony Fratto, a indiqué, le 25 janvier, que le Président demanderait la prorogation de l'Autorité en matière de promotion du commerce en février.

Intensification des négociations discrètes en février...mais sans avancées significatives

Si les membres ont montré les meilleures dispositions en début février pour la reprise des négociations, en particulier dans le domaine agricole, ils sont restés dans une incertitude totale quant à la voie à suivre. En effet, lors d'une réunion extraordinaire officieuse du comité de négociation sur l'agriculture

tenue le 9 février, la première depuis la suspension en juillet dernier, il est apparu manifeste que les membres étaient tous incertains quant à la façon précise de faire avancer les négociations. On y a certes accordé aux présidents la latitude de reprendre les négociations à part entière, mais ils hésitent encore quant à la voie à suivre, en avouant qu'il « n'y a rien que les membres puissent vraiment faire pour l'instant, pendant que les États-Unis et l'UE négocient secrètement un accord. » De toute évidence, il sera difficile de faire converger les pourparlers distincts, qui risquent fort bien de partir dans des directions diamétralement opposées, bien qu'elles parlent des mêmes sujets, en un accord cohérent.

A la suite, une réunion « au coin du feu » convoquée par Falconer dans l'après-midi du 12 février s'est concentrée principalement sur le soutien interne (plafonds par produit, disciplines du soutien de la catégorie bleue et façons d'éviter le changement de catégorie) et les produits sensibles. Les membres se sont cependant heurtés à un problème de cohérence entre les questions discutées à Genève en multilatérale et les pourparlers secrets entre les États-Unis et le L'UE, élargis par moment au Brésil, à l'Inde et au Japon.

Lors de ces consultations menées par Falconer, les débats se sont articulés autour de la façon d'ajouter des disciplines aux formules proposées pour couper les subventions intérieures, notamment la fusion des disciplines des catégories orange et bleue par produit, afin que le soutien ne puisse plus être concentré sur des produits particuliers. M. Falconer a indiqué que les membres ne semblaient pas désireux d'examiner la question des produits sensibles, car ils semblent attendre le résultat des discussions qui se déroulent ailleurs. Certains membres ont exprimé leurs préoccupations au sujet des tentatives faites par d'autres délégations de sortir de l'impasse sur l'accès aux marchés en garantissant un certain accès au moyen d'affectations par pays. Plusieurs membres sont hostiles à cette solution et font valoir que les contingents devraient être ouverts à tous les membres de l'OMC sans discrimination. En fait, les fonctionnaires impliqués dans les délibérations du G-4 ont signalé que les États-Unis essayaient d'obtenir

des volumes précis en matière d'accès aux marchés pour leurs produits sur les marchés européen, brésilien et indien, et que ces trois interlocuteurs ont rejeté la demande en invoquant le fait que tout nouvel accès doit être fourni sur une base NPF.

Plusieurs réunions bilatérales et de groupes tenues à Londres par le G4 et le Japon n'ont pas non plus permis une avancée significative sur les questions techniques abordées. L'Inde serait restée intraitable au sujet du traitement et de la sélection des produits spéciaux, tandis que l'UE prévoit d'ajuster ses réductions tarifaires en fonction du montant dont les États-Unis réduiront leur soutien interne global. En fait, pour se rapprocher de la coupure tarifaire moyenne du G-20, l'UE envisage de couper la plupart de ses tarifs des produits tropicaux (à l'exception des bananes et du sucre) et d'éliminer les tarifs dits « vexateurs » – des tarifs comportant de faibles droits, habituellement inférieurs à 5 %. Selon un fonctionnaire du G-4, les réunions avaient pour unique objectif d'examiner de nouvelles idées. « Rien ne nous portait à penser que nous nous étions réunis pour parvenir à un accord, » a déclaré le fonctionnaire, en ajoutant: « Il reste encore bien du travail à faire pour surmonter les différences ». Le groupe n'a pas fixé de date pour sa prochaine réunion, mais on pense que la réunion du G-4 à Londres était la première de plusieurs réunions qui se dérouleront au cours des prochaines semaines.

Produits sensibles et spéciaux au centre des discussions

La plupart des membres s'accordent au moins sur le fait que le traitement et le nombre des produits agricoles 'spéciaux' et 'sensibles' doivent être considérés comme des prioritaires pour des consultations techniques. La Représentante au commerce extérieur américaine, Susan Schwab, a indiqué que les deux catégories seront du moins partiellement exemptées des réductions tarifaires qui s'appliqueront aux autres produits et les exportateurs de produits agricoles sont préoccupés par l'impact de ces flexibilités sur l'accès aux marchés.

(suite à la page 19)

Le régime préférentiel ACP-UE à l'épreuve de l'OMC : Quid de l'après 31 Décembre 2007 ? *

Achille BASSILEKIN*

Le but de cette analyse est d'examiner si l'environnement diplomatique et commercial à l'OMC est propice à l'introduction d'une nouvelle dérogation qui prolongerait le régime commercial de Cotonou entre les pays ACP et l'Union Européenne, sensée expirer au 31 décembre 2007. Si cela est envisageable, quels sont les écueils que devraient surmonter les deux partenaires aussi bien du point de vue procédural que légal pour négocier son acceptation d'ici au 31 décembre 2007 ? Une nouvelle dérogation représente-t-elle la meilleure voie de sortie pour les partenaires à l'Accord de Cotonou pour faire face au défi de l'intégration harmonieuse des pays ACP dans le système commercial multilatéral ?

I. Un environnement peu propice à la négociation d'une nouvelle dérogation

1. L'introuvable compromis avec les producteurs de bananes NPF

La dérogation de l'Accord de Partenariat ACP-CE comprenait une annexe sur les bananes demandant que le futur régime uniquement tarifaire des CE « ait pour effet au moins de maintenir l'accès total au marché pour les fournisseurs de bananes NPF » compte tenu de « tous les engagements en matière d'accès au marché pris par les CE dans le cadre de l'OMC »¹. Lors de la réunion du Conseil Général du 15 décembre 2004, le Honduras et le Guatemala ont pré-

senté une requête conjointe relative à la modification par les CE de leurs concessions sur les bananes. Lors d'une réunion subséquente du même Conseil Général tenue le 15 février 2005, les CE ont exprimé leur intention d'entrer en consultation avec les fournisseurs de bananes MFN pour expliquer la méthodologie qu'ils proposaient dans la perspective de la mise en place du régime uniquement tarifaire (conformément aux dispositions du tiret 1 de l'annexe). Cette réunion de consultation interviendra le 22 février 2005 à la délégation des CE à Genève entre d'une part, les parties à l'Accord de Cotonou et d'autre part, les fournisseurs de bananes MFN notamment la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Nicaragua, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, Panama, le Venezuela, le Pérou, le Chili, le Brésil) et les Etats Unis comme observateurs. La partie européenne expliqua que le nouveau droit de douane qui ressortait de leurs calculs pour le maintien de l'accès total au marché des producteurs MFN était de 230 Euros/tonne métrique ; les producteurs MFN s'attellèrent à remettre en cause la méthodologie de calcul utilisée et proposaient un droit de douane de 75 Euros/tonne métrique. Ce qu'il faut retenir de tout ce processus qui s'achèvera en arbitrage comme le prévoyait l'annexe à la dérogation, c'est que par deux sentences arbitrales, l'une rendue le 1^{er} août 2005 et l'autre le 27 octobre 2005, les arbitres constatèrent que les propositions des CE visant les bananes n'étaient pas conformes à la règle énoncée dans l'annexe, la conséquence étant que la dérogation à l'article premier du GATT pour les bananes prendrait fin avec la mise en œuvre du régime uniquement tarifaire des CE le 1^{er} janvier 2006.²

Le nouveau droit de douane proposé par les CE à la suite des deux processus d'arbitrage à savoir 176 Euros/tonne

métrique est entré en vigueur dans le cadre du nouveau régime uniquement tarifaire le 1^{er} janvier 2006. Le mécanisme qui a été mis en place à la suite de la 6^è Conférence Ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong a selon certains producteurs MFN mis en évidence que leur accès total au marché communautaire ne demeurerait pas garanti par le nouveau droit de douane. C'est sur cette base que l'Equateur a introduit une demande de consultations au titre de l'article 21 :5 devant l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC le 28 novembre 2006³ pour un examen de la compatibilité du régime de la CE applicable aux bananes avec l'ensemble de ses obligations contractées par les CE à l'OMC. Au regard du caractère infructueux des consultations du 14 Décembre 2006, l'Equateur a notifié le 23 février 2007 au Président de l'ORD sa décision d'engager une nouvelle phase contentieuse pour l'examen du régime de la CE appliqué aux Bananes.

2. L'inertie au sein du Conseil des marchandises face aux demandes de dérogation

Un élément d'analyse particulièrement important est l'inertie face à une nouvelle demande de dérogation introduite par la CE. Il faut signaler que dans la perspective de l'expiration au 31 décembre 2005 de la dérogation relative au contingent tarifaire applicable aux bananes d'origine ACP accordé dans le cadre de l'article XIII (paragraphes 1 et 2) du GATT de 1994, les CE ont introduit devant le Conseil des marchandises une nouvelle demande de dérogation le 11 octobre 2005⁴. Dans son exposé de motifs, la CE indiquait que l'objectif visé par les contingents tarifaires pour les bananes d'origine ACP était de maintenir leur accès préférentiel dans une opti-

* Achille BASSILEKIN, Conseiller à la Délégation Permanente du Groupe des Etats ACP à Genève

(Les vues exprimées ici sont celles de l'auteur et n'engagent pas le Secrétariat des Etats ACP)

¹ Communautés Européennes- L'Accord de Partenariat ACP-CE, WT/MIN(O1)/15, 14 Novembre 2001, annexe, tiret 4

² Décision de l'Arbitre, Communautés Européennes-L'Accord de Partenariat ACP-CE -Recours à l'arbitrage conformément à la Décision du 14 novembre 2001, WT/L/616, paragraphe 94 ; Décision de l'Arbitre, Communautés Européennes- L'Accord de Partenariat ACP-CE -Recours à l'arbitrage conformément à la Décision du 14 novembre 2001, WT/L/625, 27 Octobre 2005, paragraphe 127

³ Communautés Européennes-Régime applicable à l'importation, la vente et la distribution des Bananes, Recours de l'Equateur à l'article 21:5 du Mémoire d'Accord sur le règlement des différends, WT/DS27/65/Rev.1 du 29 Novembre 2006

⁴ EC's request for extension of Article XIII waiver regarding a tariff rate quota for bananas of ACP origin, G/C/W/529, dated 11 October 2005

Le régime préférentiel ACP-UE
à l'épreuve de l'OMC... (suite de la page 3)

que qui garantisse l'accès total aux marchés des producteurs de bananes NPF. La CE ajouta qu'ils ne considéraient pas que ce contingent tarifaire était incompatible avec leurs engagements au titre du GATT, mais leur demande de dérogation devait apporter une certaine sécurité juridique aussi bien aux opérateurs ACP que NPF. Plusieurs réunions se sont tenues notamment en novembre 2005, mars 2006, mai 2006 et juillet 2006. Comme l'a indiqué le Président du Conseil du Commerce des marchandises dans son rapport au Conseil Général des 14-15 décembre 2006, « il est apparu de nombreuses divergences de vues entre les membres face à cette demande. Certains pays tels le Panama, le Honduras ou le Nicaragua ont estimé qu'il ne servait à rien d'entrer en matière par rapport à cette demande car elle n'avait aucune base légale. D'une part, cette requête n'avait pas respecté les termes du Mémoire d'Accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord GATT de 1994, et que les CE n'avaient pas fourni le maximum d'informations permettant de juger de son bien-fondé » ; poursuivant son propos, il ajoutait qu'« une minorité de membres qui voulaient d'un règlement pacifique de cette question paraissaient disposés à l'examiner à condition que les Communautés mettent toutes les cartes sur la table. Cette position était motivée par le désir de recevoir toutes les informations, y compris l'engagement des CE à consolider le nouveau droit de douane du fait de l'avènement du régime uniquement tarifaire (Equateur, Colombie et Guatemala). Et une troisième catégorie de membres qui sollicitaient son adoption. » La question demeure pendante à ce jour devant le Conseil des marchandises et cette dérogation n'est toujours pas approuvée.

Un autre fait majeur est le blocage devant le même Conseil des marchandises de la demande de dérogation relative à l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) adopté de-

puis 2000 par le gouvernement américain. Les Etats Unis n'ont pas demandé de dérogation à l'OMC au moment de leur adoption si bien que cette Décision aurait pu faire l'objet de poursuites. Ils ont fait une demande formelle de dérogation en février 2005, à la suite de quoi des observations et questions ont été posées par la Chine, l'Inde, le Pakistan et le Brésil. Quand bien même ces différents pays ont progressivement fait tomber leurs réticences, ce schéma de préférences unilatérales demeure non transposé à l'OMC du fait du blocage par un seul pays, le Paraguay, qui reste opposé à l'adoption, outre l'AGOA, de l'Andean Trade Preference scheme et du Caribbean Basin Economic Recovery Act. Toutes les démarches et offres de contrepartie américaines n'ont pas à ce jour réussi à faire fléchir le Paraguay.

3. Quels enseignements en tirer ?

En clair, il prévaut au sein du Conseil des marchandises un climat lourd autour des dérogations. Pour faire aboutir une nouvelle demande de dérogation ACP-CE sur le régime de Cotonou, il faudra au préalable surmonter l'hostilité des producteurs latino-américains de banane. Cette hostilité est sortie du cadre de la banane pour se transporter sur le terrain des préférences de longue date dont jouissent les pays ACP sur le marché communautaire dans le cadre des négociations du cycle de Doha.

Il existe un moyen pour les pays ACP en général, et davantage les pays africains, de réduire la fronde latino-américaine contre la dérogation en s'appuyant sur les résultats du Premier Sommet des Chefs d'Etat d'Afrique et d'Amérique du sud tenu à Abuja (Nigeria) le 30 novembre 2006, notamment la Déclaration dite Déclaration d'Abuja et le Plan d'Action ayant sanctionné les travaux.⁵ Le paragraphe 4 de la Déclaration souligne que dans les négociations en cours à l'OMC, les deux parties s'attèleront à coordonner les positions des deux régions afin de promouvoir les intérêts des pays en développement, tout en accordant une attention particulière aux défis qui confrontent les PMA ; les paragraphes 24 et 25 du Plan d'Action enjoignent les deux parties à tenir des consultations régulières en vue d'harmoniser leurs positions sur les questions de commerce international, et de promouvoir et coordonner leurs positions sur les questions

de commerce bilatéral et multilatéral. Le paragraphe 38 dudit plan d'Action précise qu'une Conférence conjointe des ministres du commerce d'Afrique et d'Amérique latine se tiendra au Maroc à une date qui à fixer. Les pays africains ACP pourraient se saisir de cette rencontre pour poser clairement le problème de la dérogation à leurs homologues latino-américains et baliser ainsi la voie d'un examen d'une nouvelle dérogation.

Il faudra également convaincre certains pays sud-est asiatiques que six années de négociation des APE ont été insuffisantes pour mettre en place un régime d'échange ACP-CE compatible avec les règles de l'OMC. De surcroît, la mobilisation de la CE sur la question d'une nouvelle demande de dérogation est loin d'être acquise. Mais si cette volonté d'introduire une nouvelle demande de dérogation pour prolonger les bénéfices de Lomé et Cotonou était acquise, la CE et les ACP pourraient emprunter, sur le plan procédural, soit la voie expresse (l'inscription politique de la question à l'ordre du jour de la Conférence Ministérielle) comme on l'a observé à Doha, et ajouter au registre des circonstances exceptionnelles (qui avaient justifié la demande et l'octroi de la dérogation) conformément aux dispositions de l'Article IX paragraphes 3 et 4, un nouvel élément qui est l'inachèvement du travail technique généré par les négociations APE. Cette requête pourrait aussi bien suivre la voie ordinaire, en présentant devant le Conseil des marchandises une déclaration conjointe des deux partenaires. Les deux partenaires s'emploieraient alors d'une part, à récolter la majorité des trois quarts tout en payant les contreparties diplomatiques et commerciales y attachées ; et d'autre part, à ouvrir des consultations avec tout membre intéressé au sujet de toute difficulté ou question résultant de la mise en œuvre du traitement tarifaire préférentiel pour les produits ACP.

Nous sommes d'avis cependant que l'option de la dérogation ne représente pas la meilleure option dans une vision stratégique de la prolongation des acquis de Lomé et Cotonou pour les pays ACP. Face à la contrainte multilatérale des résultats du cycle de Doha qui pourraient éroder les bénéfices du confort temporaire d'une dérogation, il importe de se projeter vers perspective dynamique de long terme en recherchant une solution

⁵ Voir ABUJA Declaration of the First Africa-South America Summit (ASA/Summit/Doc.01(I) et ABUJA Plan of Action(ASA/Summit/Doc. 02(I) adopted on 30 November 2006. (www.asasummit-abuja2006.org).

multilatérale à la question des préférences et garder à l'esprit l'objectif stratégique de l'intégration harmonieuse des pays ACP dans le système commercial multilatéral.

Si la voie de la dérogation devenait totalement inopérante, quelles seraient alors les autres options disponibles pour les pays ACP afin de couvrir juridiquement après le 31 décembre 2007 le régime préférentiel de Cotonou ?

II. Options alternatives à la Dérogation pour un régime préférentiel ACP compatible avec l'OMC

Seules deux voies restent pertinentes pour maintenir les bénéfices provenant du régime préférentiel de Cotonou : la mise sur pied d'un SPG post-Cotonou qui fait partie, au même titre que la dérogation, des préférences unilatérales ; ou la signature entre les ACP et la CE d'APE intérimaires qui déboucheraient à terme sur des Accords de libre échange autorisant également un régime discriminatoire ou préférentiel.

1. La mise sur pied d'un SPG pour les pays en développement faibles et vulnérables ou SPG « post-Cotonou »

Du strict point de vue juridique, des préférences commerciales accordées spécifiquement par l'UE aux ACP ne peuvent pas être justifiées comme celles octroyées via la clause d'habilitation car ces préférences ne s'appliqueraient qu'aux seuls pays ACP sans être étendues à l'ensemble des pays en développement.

⁶ Communautés Européennes-Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement, WT/DS246/1 et G/L/521 du 12 mars 2002

⁷ Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur ; El Salvador, Guatemala, Honduras, Maurice, Nicaragua, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Sri-Lanka, Venezuela, Etats-Unis.

⁸ Voir Règlement (CE) n° 980/2005 du Conseil du 27 Juin 2005 portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées (publié au Journal Officiel de l'Union Européenne L 169, 30 Juin 2005, page 1) et à l'OMC sous la référence WT/COMTD/57 du 29 mars 2006 .

La jurisprudence de l'Organe de règlement des différends nous éclaire ici sur les conditions d'octroi des préférences tarifaires aux pays en développement.⁶ Le 5 mars 2002, l'Inde avait demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés Européennes au sujet des conditions dans lesquelles les CE accordent des préférences tarifaires aux pays en développement dans le cadre de leur schéma généralisé de préférences. L'Inde dans sa demande de consultations considérait que les préférences tarifaires accordées par les CE dans le cadre des régimes spéciaux(i) pour la lutte contre la production et le trafic de drogue et(ii) pour la protection des droits des travailleurs et de l'environnement créaient des difficultés indues à ses exportations à destination des CE, y compris à celles qui avaient été effectuées dans le cadre du régime général du schéma SGP des CE, et annulaient ou compromettaient les avantages résultant pour elle des dispositions relatives au traitement de la nation la plus favorisée énoncées à l'article I :1 du GATT de 1994 et aux paragraphes 2 a), 3 a) et 3 c) de la Clause d'habilitation. Il faut signaler que plusieurs pays s'étaient constitués tierces-parties⁷ dans le cadre de ce contentieux. Cela donnait l'opportunité à l'ORD et à tous les membres de l'OMC de faire la lumière sur les conditions d'octroi des préférences tarifaires, et surtout de formuler leur interprétation des dispositions de la clause d'habilitation, y compris à travers des opinions dissidentes.

On retient du Rapport du Groupe Spécial distribué le 1^{er} décembre 2003, du Rapport de l'Organe d'Appel du 7 avril 2004 et de l'Arbitrage final du 20 septembre 2004, que : (i) la Clause d'habilitation fonctionne comme une exception à l'article I :1 du GATT de 1994 ; et ii) la Clause d'habilitation n'exclut pas l'applicabilité de l'article I :1 du GATT de 1994. Et l'interprétation originale qui a émergé du Rapport de l'Organe d'Appel par rapport aux conditions d'octroi est : « lorsqu'ils accordent un traitement tarifaire différencié, les pays donneurs de préférences étaient tenus, en vertu de l'expression « sans ... discrimination » de faire en sorte qu'un traitement identique soit mis à la disposition de tous les bénéficiaires du SPG se trouvant dans une situation semblable, c'est-à-dire à tous les bénéficiaires du SGP qui avaient « les... besoins du développement, des

finances et du commerce » auxquels le traitement en question visait à répondre.

A la suite de ce contentieux, l'UE a dû démanteler trois des cinq régimes qui constituaient son SPG, notamment le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues. Ce régime spécial avait été accordé à tous les pays d'Amérique centrale, aux pays de la Communauté andine et au Pakistan. Les deux autres régimes spéciaux liaient l'octroi de préférences additionnelles à la reconnaissance des droits des travailleurs et des normes environnementales. Ces trois régimes coexistaient avec le SPG de régime général et le régime spécial pour les PMA intitulé « Tout sauf les armes ». Le nouveau schéma de préférences tarifaires généralisées⁸ conçu pour être plus transparent, stable et prévisible aussi bien pour les exportateurs que les importateurs demeurera inchangé jusqu'à la fin de 2008. A la fin de cette période, l'octroi des préférences sera revu afin d'être mieux adapté aux progrès réalisés par chaque pays bénéficiaire et par ses nouveaux besoins en matière de développement.

On observe cependant qu'il n'existe pas de SPG qui pourrait faciliter l'accès préférentiel sur le marché communautaire des pays ACP non PMA, tout en considérant que s'ils sont alignés sur le régime du SPG général, les avantages actuels qui sont les leurs sous le régime de Cotonou seraient tirés vers le bas et leur compétitivité remise en question. L'une des options que l'on pourrait saisir serait dès lors demander officiellement à l'Union Européenne de travailler dès à présent dans la perspective de la fin de validité du régime actuel en 2008, à la formalisation d'un SPG post-Cotonou qui, certes ne regroupera pas uniquement les pays ACP, mais englobera tout le contingent des économies faibles et vulnérables dans une situation similaire.

2. La conclusion d'APE légers ou provisoires

Il est connu de tous que la troisième option juridique permettant d'octroyer des préférences commerciales que s'accordent les membres de l'OMC est la mise en place d'Accords de libre échange, en visant notamment les articles XXIV du GATT de 1994 (pour les

(suite à la page 19)

Vers une amélioration des modalités de négociation dans le commerce des services

Pierre Sauvé*

Bien que les services aient, pour le moment, été relégués au second plan dans les discussions du Cycle de Doha, les Membres peuvent souhaiter commencer à réfléchir aux voies et moyens de donner une plus grande impulsion à la dimension accès aux marchés dans les négociations sur les services.

Nombreux sont ceux qui ont fait part de leur inquiétude concernant l'absence d'engagement des membres de l'OMC dans les négociations sur les services de l'Agenda de développement de Doha. Il y a sans doute plusieurs raisons à cela, à commencer par les progrès généralement décousus enregistrés dans d'autres domaines des négociations, en particulier dans l'agriculture qui, au dire de tous, est la question déterminante du Cycle de Doha et une des plus susceptibles de mener à la réussite et à l'échec de la dimension développement qui y est intégrée. L'aspect 'l'agriculture d'abord' de l'Agenda de développement de Doha a tout naturellement relégué les services au second plan, avec de nombreux pays en développement – ceux qui, sans doute, ont le plus d'intérêts en jeu (c'est-à-dire les pays émergents ayant le plus à gagner, mais également le plus à offrir en termes de nouveaux ou meilleurs engagements d'accès aux marchés) dans les services et plus généralement, dans l'Agenda de développement de Doha – faisant un blocage, en attendant que les pays développés montrent leurs cartes dans le commerce des produits agricoles. L'expérience suggère que ce serait une erreur de d'attacher trop

d'importance à un tel état des lieux des discussions sur l'Agenda de développement de Doha dans les services, car des considérations transversales tendent à peser davantage dans les phases finales des négociations multilatérales.

Face à la suspension d'un agenda d'élaboration de règles sur les services – ce qu'il est convenu d'appeler 'l'agenda inachevé', qui porte sur la réglementation intérieure, les mesures de sauvegarde d'urgence, les subventions et la passation des marchés publics dans les services – qui, à ce jour, a enregistré peu de signes notables de progrès induits par l'Agenda de développement de Doha, un certain nombre de propositions ont été avancées pour donner une plus forte impulsion à la dimension accès aux marchés des négociations au titre de l'AGCS.

Le processus de présentation de demandes et d'offres à présent perçu comme inopérant

Une raison majeure pour une telle démarche, c'est la prise de conscience croissante du fait que l'approche actuelle de la présentation de demandes et d'offres est largement inopérante. Par manque d'alternative crédible, et sur la base de réflexes mercantilistes affûtés de longue date dans les négociations sur les marchandises, l'approche de la présentation bilatérale de demandes et d'offres a été adoptée dans le Cycle d'Uruguay comme principale méthode de négociation pour les services. Lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à HongKong, en 2005, les discussions sur le principe de mener, là où cela était réalisable, des négociations sur une base plurilatérale, ont révélé une aversion paradoxale – mais essentiellement tactique – des pays en développement envers la prise en considération d'alternatives à l'approche bilatérale actuelle.

Le paradoxe réside dans le fait que l'approche de la présentation bilatérale de demandes et d'offres est beaucoup

plus astreignante pour les pays en développement qu'elle ne l'est pour les pays développés. Et ceci, parce qu'elle exige beaucoup de temps et de ressources que les pays en développement disposent d'un nombre restreint d'experts sur les services pour les discussions bilatérales dans les missions de Genève et dans les capitales ; et en raison des déséquilibres dans la négociation qui découlent de la capacité limitée de la plupart des pays en développement à formuler leurs propres demandes ; des asymétries significatives dans l'information sur les négociations à la disposition des responsables ; et de la portée plus limitée des consultations avec les parties prenantes et de l'engagement avec le secteur privé – et de la présence à l'étranger – pour les fournisseurs de services des pays en développement. Le large appareil de coordination inter-institutions et de consultation avec des parties prenantes externes, nécessaire pour mener à bien les négociations sur les services, est tout simplement absent ou inopérant dans la majeure partie des pays en développement. Il n'est pas surprenant que tous les facteurs cités ci-dessus aient tendance à influencer les uns sur les autres de manière à produire, à la table de négociation, des résultats reposant sur le plus petit dénominateur commun et sur la précaution.

Un tel blocage complique en retour, les tentatives visant à mobiliser l'intérêt des entreprises dans les négociations multilatérales et a tendance à transférer les incitations vers des réponses bilatérales, ou de proximité sous forme d'accords commerciaux préférentiels, nombre de ces accords ayant tendance, ces derniers temps, à être fortement asymétriques dans leur contenu. Il y a depuis longtemps des arguments forts qui militent en faveur d'approches collectives des négociations, pour compléter l'approche de demandes et d'offres bilatérales actuelle, qui peut toujours être pertinente pour des pays ayant des intérêts offensifs et défensifs. Dans un monde où le pouvoir de

* Pierre Sauvé est chargé de recherche principal et membre de faculté du World Trade Institute à Berne, attaché de recherche de l'International Trade Policy Unit à la London School of Economics and Political Science, et chargé de recherche au Centre européen sur l'économie politique internationale, à Bruxelles. Cet article s'inspire de Sauvé, Pierre (2006), 'Been There, Not [Quite] [Yet] Done That : Lessons and Challenges in Services Trade', NCCR Working Paper 2006/18, Berne, World Trade Institute.

négociation est inégalement réparti, les approches plurilatérales ou multilatérales, qui doivent toutefois être équitables en ciblant des domaines d'intérêt commun de manière flexible, sont susceptibles de mener à des résultats plus souhaitables que des négociations bilatérales ne le feraient. De telles approches peuvent également permettre d'économiser les ressources les plus rares : le temps et les ressources humaines, et permettre aux pays en développement des économies d'échelle significatives dans les efforts de négociation. Éviter de négocier des engagements par secteur ou par pays peut de fait réduire de manière substantielle les coûts de transaction des négociations sur les services.

Vers la négociation fondée sur des formules dans les services ?

La plupart des propositions de formule présentées à ce jour dans l'Agenda de développement de Doha se concentrent sur l'idée d'augmenter d'un cran le niveau général des engagements consolidés aux fins de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). L'approche la plus simple serait de nature horizontale et consisterait à définir un pourcentage des secteurs des services devant être couvert par des engagements de consolidation et/ou le nombre de secteurs faisant l'objet d'ouverture totale des marchés (c'est-à-dire sans restrictions sur le traitement national et l'accès aux marchés). Si une telle approche peut sans nul doute s'avérer attrayante, on peut aisément voir comme on pourrait se traduire en engagements dans des secteurs ayant moins d'importance sur le plan commercial – par exemple eu égard aux échanges du Mode 2 (mouvement des consommateurs) – dans le seul but d'atteindre un seuil quantitatif. Les évaluations quantitatives des offres ou des cibles numériques, que certains Membres de l'OMC avaient adoptées au préalable dans l'Agenda de développement de Doha comme moyen de faire avancer les négociations d'accès aux marchés dans les services, ont donc de manière assez raisonnable été écartées en tant que diversions inutiles, car même les meilleures méthodes disponibles pour quantifier les obstacles au commerce sont largement perçues comme peu appropriées. Il serait

possible, au mieux, de mesurer les différences de portée sectorielle des engagements, peut-être pondérées par une certaine mesure du niveau d'ouverture. Il serait toutefois extrêmement difficile de se mettre d'accord sur une telle cible, et ceci prendrait beaucoup de temps et d'énergie, qui font cruellement défaut. La Décision ministérielle de HongKong visant à compléter les discussions de demandes et d'offres bilatérales par des négociations plurilatérales (demandes collectives), dont les résultats seraient alors étendus à tous les Membres, sur une base NPF, semble une alternative plus constructive. Cette approche implique essentiellement des coalitions de Membres, du même type que les nombreux groupes 'd'amis' qui existent déjà dans le cadre de l'AGCS, pour proposer un ensemble d'objectifs de négociation dans un secteur ou un ensemble de secteurs donné.

Les éléments constitutifs des listes types sont relativement simples et certains ont déjà été proposés pour des modes spécifiques. Ces objectifs peuvent être présentés dans des listes similaires au Mémoire d'accord sur les engagements dans les services financiers, convenu en 1997, ou à la Liste type pour le transport maritime, proposée par un certain nombre de Membres de l'OMC dans l'Agenda de développement de Doha. Ils pourraient également prendre la forme d'un ensemble de disciplines réglementaires additionnelles, comme cela a été fait de manière fructueuse dans le Document de référence sur les télécommunications, annexé à l'Accord sur les communications de base de 1997. Cette dernière approche serait probablement nécessaire, si les discussions sur l'ouverture des marchés s'intensifiaient dans d'autres secteurs basés sur des réseaux, tels que les services relatifs à l'énergie ou à l'environnement.

Nécessité d'ensembles favorables au développement

Deux ensembles autour desquels des groupes 'd'amis' ont vu le jour et qui sembleraient receler des promesses significatives du point de vue du développement sont ceux ayant trait aux services et à la logistique liés à

l'informatique. Il se trouve que les deux domaines sont étroitement liés – et utilement complémentaires – aux efforts de négociation récents ou en cours dans le commerce des marchandises. Ce faisant, ils rappellent les liens étroits qui existent entre les biens et les services dans un environnement globalisé et la nécessité de mener des stratégies négociées qui se rattachent plus étroitement à la manière intégrée dont les firmes et les marchés opèrent sur la place de marché globale. L'ensemble sur les services liés à l'informatique pourrait donc être conçu en tant que complément AGCS de l'Accord pleinement satisfaisant relatif à la technologie de l'information et chercherait à prendre en compte une gamme de défis résultant de l'intensité accrue à l'interface des Modes 1, 2 et 4.1. Les Membres de l'OMC auraient recours à ce groupe pour préserver l'environnement commercial pour le moment relativement ouvert et souple qui régit les services fournis à distance (par exemple, l'e-commerce), tout en servant également à permettre de contenir les formes naissantes de protectionnisme eu égard à l'externalisation des procédés d'affaires et à faciliter les voyages d'affaires temporaires d'une catégorie spéciale de professionnels qualifiés du secteur.

Consolidation du statu quo ?

Une autre manière de rehausser les avantages découlant de l'AGCS en matière de libéralisation serait pour les Membres de l'OMC de s'efforcer de rendre irréversible le statu quo réglementaire dans les secteurs où ils continuent de choisir de manière volontaire d'établir des listes d'engagements. Sans modifier la manière 'hybride' dont les engagements de libéralisation sont listés aux fins de l'AGCS, une telle approche viserait à se rapprocher de la nature (c'est-à-dire généralement le statu quo) et de la plus transparence des engagements souscrits dans la majeure partie des accords commerciaux régionaux qui adoptent une approche liste négative de l'ouverture des marchés. Ceci réduirait ce qui, dans certains cas, constitue des écarts significatifs entre le niveau effectif d'accès aux marchés offert dans le cadre des lois et réglementations intérieures, et le niveau plus faible

(suite à la page 20)

Pays en développement et règlement des différends : avoir son jour au Tribunal

Roderick Abbott*

A la lumière des données statistiques sur le processus de règlement des différends à l'OMC, les principaux obstacles à la participation des pays en développement peuvent relever de facteurs autres que la nature du système lui-même.

Le Mémoire d'accord sur le règlement des différends est souvent perçu comme œuvrant davantage au profit des Membres riches de l'OMC, qui disposent de ressources beaucoup plus vastes pour chercher à régler des problèmes commerciaux, et d'une armée de juristes dans leur staff. Pour les pays en développement, le recours au règlement des différends est considéré comme un processus comme difficile, coûteux et absorbant.

Par ailleurs, un des principaux objectifs du Mémoire d'accord était de créer un système dans lequel tous les Membres pourraient déposer une plainte, faire procéder à une enquête approfondie sur la plainte, obtenir une décision sur la compatibilité de la mesure ou de la pratiques avec les règles de l'OMC et – plus généralement – 'avoir son jour au tribunal'. Le principe directeur de 'l'égalité devant la loi' a été conçu pour mener à des opportunités plus justes

que dans un système où la politique de pouvoir pouvait influencer, et influait effectivement, sur les résultats.

Dans ce climat plutôt positif, comment donc les pays en développement ont-ils été en mesure de jouir de leur droit d'avoir leur jour au tribunal ?

Nous commençons par l'examen des données sur les différends, fournies par le Secrétariat de l'OMC, fin 2005.¹ Il faudrait noter les éléments suivants :

- Les pays en développement ne sont définis nulle part à l'OMC, c'est-à-dire que 'si vous prétendez en être, vous en êtes'.
- Pour cette étude, je classe trois membres de l'OCDE qui ont été assez actifs dans les différends en dehors de la catégorie des pays en développement (Corée, Mexique et Turquie).
- Compte tenu de ceci, les données brutes de l'OMC suggèrent que 234 différends ont été initiés par des pays développés, et 101 – soit 30% de tous les différends – par les pays en développement Membres.
- Comptabilisés en termes de plaignants individuels, les pays en développement Membres ont déposé 13 plaintes, certaines conjointement avec d'autres pays.
- Pas moins de 68 de celles-ci ont été initiés par juste 5 Membres : dans l'ordre – Brésil, Inde, Thaïlande, Chili et Argentine. Chacun de ces pays a initié au moins 9 différends.
- Huit autres membres comptent pour 33 autres différends, ce qui signifie que ce groupe de 13 Membres, ensemble, est à l'origine de près de 90% du total des différends.²
- Par contre, les pays en développement Membres, dans leur grande majorité, (90-100 au total), sont relativement absents et inactifs, sauf peut-être lorsqu'il leur est

demandé de se constituer en tierces parties dans les consultations ou, plus rarement, durant les travaux des groupes spéciaux.

En quoi consiste la participation ?

Une question se pose concernant ce qu'implique exactement la participation au système de règlement des différends. Est-ce initier un différend ? Ou s'agit-il également d'être un intimé dans un différend initié par un autre Membre ? Ou une tierce partie soit au stade de la consultation bilatérale, soit ultérieurement, durant une audience d'un Groupe spécial, ou de l'Organe d'appel ?

A mon sens, nous devrions mesurer la participation à la fois au stade de la consultation initiale – en tenant compte du fait que nombre de différends de ce type ont une durée de vie courte – et à celui de la constitution de Groupe spécial/appel, où les implications en matière de ressources pourraient avoir un effet fortement dissuasif. Les données concernant la participation à ces stades ultérieurs peuvent être utilisées pour confirmer ou contester les résultats obtenus au stade initial. J'ai également tendance à penser que les différends initiés par un pays en développement Membre sont une mesure plus pertinente de leur capacité à participer au système de manière effective que les différends où ils sont intimés. Toutefois, le niveau général d'activité, offensive comme défensive, doit être pris en considération.

Ceci dit, le fait que 5 Membres comptent pour juste un peu moins de 60% de l'activité des différends et qu'avec 8 autres Membres, ce ratio s'élève à 90%, est une constatation préoccupante. Ceci indique qu'un grand nombre de pays en développement sont 'absents du jeu' et nous fait prendre conscience du fait que les pays les moins avancés Membres

* Roderick Abbott est chercheur invité – Visiting Fellow – en Relations internationales à la LES, à Londres. Il était jusqu'à l'an dernier Directeur général adjoint de l'OMC et a antérieurement occupé un poste similaire à la Direction générale du commerce de la Commission européenne, à Bruxelles. Cet article est basé sur un document de travail plus long devant être publié sous peu par l'ECIPE, un groupe de réflexion sur les politiques commerciales récemment établi à Bruxelles.

1 Voir aperçu à WT/DS/OV/25, du 12 décembre 2005.

2 Les 8 Membres sont le Guatemala, le Honduras (6 plaintes chacun) ; la Colombie, le Costa Rica et les Philippines (4 chacun) ; l'Equateur, l'Indonésie et le Pakistan (3 chacun). Certains doutes ont été émis sur la valeur des données pour ce groupe, en raison du chevauchement dans plusieurs de ces différends. Toutefois, ce chevauchement survient dans l'ensemble de la base de données de l'OMC est inévitable.

de l'OMC sont à peine concernés par le système de règlement des différends. Seul le Bangladesh, avec une unique plainte, a été actif et aucun pays africain (à l'exception de l'Afrique du sud et de l'Égypte) n'a ni déposé de plainte, ni été cité par d'autres, pour une violation présumée.

Comme nous le savons, les pays en développement sont loin de constituer un groupe homogène. En conséquence, il ne faudrait peut-être pas attendre à une analyse de la participation qui offre des conclusions valides pour tous les pays de ce groupe. On commence à avoir l'impression qu'il faudrait raisonnablement se satisfaire du fait qu'un petit nombre de pays en développement Membres plus avancés ne rencontre pas de difficultés substantielles dans le système, alors qu'un autre groupe a des antécédents, bien qu'à un niveau d'activité relativement faible. Pour les autres, les données sont muettes.

Les contraintes qui peuvent freiner une grande participation

Dans la littérature académique, il y a eu un débat et une analyse larges sur les deux principaux types de contraintes qui, a-t-on estimé, freinent la participation des pays en développement au système. Il s'agit de 'contraintes de capacité' et de 'contraintes de pouvoir', des termes résumés, comme suit, par Gregory Shaffer :

« Bien qu'ils varient de manière significative en termes de profils commerciaux, les pays en développement doivent généralement relever trois défis principaux, s'ils veulent participer de manière effective au système de règlement des différends. Ces défis sont : (i) le manque relatif de compétences juridiques en matière de droit de l'OMC ; (ii) des ressources financières restreintes, y compris

pour le recrutement de conseil extérieur ; et (iii) la crainte de pressions politiques et économiques. Nous pouvons en gros les classer en contraintes de droit, d'argent et de politique. »³

Avant d'engager toute discussion sur de telles contraintes, il sera utile d'examiner le rôle et le bilan du Centre consultatif sur le droit de l'OMC (Advisory Centre on WTO Law - ACWL), qui a été mis en place pour prendre en compte certains des problèmes rencontrés par les pays en développement Membres et qui – dans une large mesure – en a éliminé un bon nombre au cours des quatre dernières années ou plus.

Les rapports récents de l'ACWL⁴ montrent que le Centre a apporté son assistance dans plus de 20% de tous les différends intentés depuis mi 2001, essentiellement à des pays en développement Membres comme parties plaignantes, moins souvent comme intimés ou tierces parties. Les seuls pays en développement actifs dans le processus de règlement des différends qui n'ont pas adhéré à l'ACWL sont l'Argentine, le Chili, le Brésil, le Mexique et la Corée du sud, qui tous avaient une large expérience dans le système de règlement des différends et qui avaient recours aux ressources offertes par l'intermédiaire de cabinets d'avocats privés, même avant la mise en place de l'ACWL. L'Inde qui, dans certains différends, a eu recours aux services du Centre, peut à présent être en mesure de gérer par elle-même de futurs différends.

Le message clé ici est que l'ACWL fournit un service que ses membres apprécient manifestement. L'annexe 1 du Rapport sur les opérations 2005 montre que la Thaïlande, le Guatemala, le Pakistan et les Philippines figuraient au nombre des principaux utilisateurs des services de l'ACWL. Ces Membres de l'OMC sont relativement actifs dans le domaine des différends, mais semblent néanmoins estimer que leur expérience en matière de procédures n'est pas encore suffisante pour leur permettre de s'y engager seuls. Ceci peut toutefois ne représenter rien de plus qu'une sorte de police d'assurance supplémentaire, car on ne peut certainement pas soutenir que toutes les plaintes des pays en développement

ont résulté de l'assistance de l'ACWL, ou impliqué une telle assistance.

Si la mise à disposition de l'assistance de l'ACWL a largement pris en compte nombre des contraintes de capacité, il y a un domaine où les pays en développement Membres de l'OMC pourraient toujours se trouver désavantagés. C'est celui du stade précédant les litiges et les consultations, où les premières mesures doivent être prises pour l'identification de l'existence d'un obstacle au commerce ou d'une mesure perçue comme affectant les exportations de manière adverse. Cette identification doit manifestement précéder toute aide par une évaluation juridique du point de savoir si l'existence d'une violation des règles de l'OMC peut être démontrée, et quelles sont les possibilités d'initier un différend à l'OMC avec une perspective de réussite.

Toutefois, là cela de fait soulève une difficulté, elle relève davantage de l'état de la gouvernance et de la capacité de surveiller les tendances du commerce dans le pays exportateur que de toute faille du Mémorandum d'accord. Un facteur déterminant présent chez les pays en développement utilisateurs plus chanceux du système (tels que le Brésil), c'est le niveau de connaissance des règles commerciales et des droits aux fins de l'OMC, dans l'industrie du pays visé, et le point de savoir à quel point il est prêt à exercer des pressions sur le gouvernement pour la résolution des problèmes commerciaux.

Autres facteurs qui affectent la participation

Il n'y a pas de réponse évidente à la question de savoir 'pourquoi les pays en développement n'ont pas déposé davantage de plaintes' et il n'est pas facile non plus d'en deviner les causes sous-jacentes. Pour commencer, il n'y a pas de loi qui énonce que les pays en développement et les pays développés devraient arriver à la parité dans le domaine du règlement des différends. Tout dépend de l'importance perçue du problème, de la motivation et des conditions.

J'ai entendu dire que de nombreux pays en développement Membres ont

3 Gregory Shaffer, article publié dans *World Trade Review*, juillet 2006, page 177.

4 Voir *The ACWL After Four Years* d'octobre 2005, du Conseil de gestion et *Report on Operations 2005* de janvier 2006, du Directeur exécutif.

Exceptions aux droits de brevet

Christopher Garrison*

Nombre de Membres de l'OMC estiment que les brevets sont essentiels pour encourager la recherche et le développement. D'autres s'inquiètent toutefois de l'incidence des systèmes de droits de propriété intellectuelle sur leur bien-être économique et social.

Le point de savoir où établir la limite entre les domaines contrôlés par le titulaire de brevet et ceux que le titulaire de brevet peut ne pas contrôler est une question importante pour les Membres de l'OMC. Un aspect de cette question a trait aux exceptions aux droits de brevet ou aux domaines d'activité 'safe harbour' - sphère de sécurité - où les droits d'un titulaire de brevet ne peuvent s'exercer.

Exceptions antérieures à l'Accord sur les ADPIC

Bien que l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) ait généralement renforcé le régime de brevets international, son article 30 a également introduit certains critères pour des exceptions acceptables.

Préalablement à l'entrée en vigueur de l'Accord, en 1995, les pays avaient toute latitude d'adopter des exceptions aux droits de brevet comme ils le jugeaient bon, et même après l'entrée en vigueur de l'Accord, des exceptions bien connues avant sa négociation ont continué à être considérées comme

valides. Le tableau ci-dessous présente ces exceptions en termes de nature de problème de politique qu'elles devaient prendre en compte.

Exceptions aux fins de l'Accord sur les ADPIC

A la suite de l'adoption de l'Accord sur les ADPIC, la validité ou l'invalidité des exceptions doit être déterminée aux fins de l'article 30, qui énonce :

Les Membres pourront prévoir des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet, à condition qu'elles ne partent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet, ni ne

* Christopher Garrison est un consultant indépendant sur le droit et la politique de propriété internationaux. Cet article est basé sur une étude dont il est l'auteur, commanditée par l'ICTSD, intitulée Patent Rights in Developing Countries.

Tableau 1 : Exceptions aux droits de brevet connues antérieurement à l'Accord sur les ADPIC

Exceptions aux droits de brevet	Nature du problème de politique pris en compte
Utilisation privée et non commerciale	L'activité de minimis devrait être protégée contre la contrefaçon.
Utilisation expérimentale	Les progrès scientifiques et techniques ne doivent pas être entravés par le système de brevets.
Utilisation préalable	Les utilisateurs préalables doivent être traités équitablement par rapport aux titulaires de brevet.
Pharmacie	Les pharmaciens devraient avoir la latitude de produire des médicaments pour approvisionner les patients, sur la base des ordonnances médicales individuelles qui leur sont soumises par des médecins, sans craindre de non respect de brevet.
Navires étrangers	La liberté de circulation internationale des navires étrangers ne doit pas être entravée par des brevets.
Aviation civile internationale (Chicago)	La liberté de circulation internationale (et l'entretien) d'avions étrangers ne doivent pas être entravés par des brevets.
Réexamen réglementaire (Bolar)	La concurrence entre les médicaments brevetés et les médicaments génériques doit être autorisée dans les plus brefs délais possibles, après expiration du brevet.
Epuisement national	Une fois qu'il a vendu un produit breveté, un titulaire d'un brevet ne devrait pas être en mesure de contrôler les actions consécutives concernant le produit, telles que la revente ou la réparation du produit.
Epuisement régional européen	Une fois qu'un produit breveté est vendu sur le marché européen, sa liberté de circulation à travers le reste du marché ne devrait pas être entravée par des brevets.

causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers (les italiques sont du rédacteur).

S'il souhaite élaborer une nouvelle exception, un décideur doit répondre à toutes les conditions énoncées dans l'article 30. La question cruciale est de savoir comment ces conditions doivent être comprises.

En 2000, deux exceptions – l'exception concernant le 'réexamen réglementaire' bien connue et une nouvelle, l'exception concernant 'l'emmagasinement' – ont été testées lors du différend Canada-Généralistes à l'OMC. La première permettait aux fabricants de recourir à une invention encore sous brevet afin de mener les tests requis pour l'approbation de la commercialisation d'une version générique de cette invention. L'exception concernant 'l'emmagasinement' permettait à des entreprises de commencer la production effective de versions génériques six mois avant l'expiration d'un brevet, pour la vente après l'expiration du brevet. Les deux mesures visaient à rapprocher la date où les versions génériques d'un médicament pouvaient être commercialisées, afin que la concurrence puisse faire baisser le prix des médicaments dans les meilleurs délais possible.

Le Groupe spécial constitué pour le différend Canada-Généralistes a introduit un test juridique important au travers de son interprétation de ce qui constituait une exception 'limitée'. Dans le cadre de ce test, le Groupe spécial a déterminé que l'exception concernant l'emmagasinement n'était pas 'limitée', et était donc incompatible avec l'article 30. Le Groupe spécial a, par contre, conclu que l'exception concernant le réexamen réglementaire était 'limitée'. Cette exception réglementaire a également été soumise avec succès aux autres tests de l'article 30, du moins dans la mesure où le Groupe spécial avait besoin de les interpréter. Il est d'une extrême importance, du point de vue de la santé publique, que cette exception ait été jugée, pour ainsi dire, 'approuvée par l'OMC.' Les pays peuvent adopter une exception concernant le réexamen

réglementaire en étant largement assurés que la mesure ne sera pas contestée au travers du règlement des différends.

On peut toutefois s'attendre à ce que de futurs Groupes spéciaux aient une approche des exceptions au titre de l'article 30 différente de celle adoptée en 2000. On fait valoir, entre autres, que le Groupe spécial établi pour le différend Canada-Généralistes a fait fausse route dans son interprétation du terme 'limitée', dans la mesure où il n'a systématiquement pris en compte toutes les exceptions préexistantes que l'on savait valides au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur les ADPIC. Pour prendre deux exemples qui prévoient des exceptions larges aux droits des titulaires de brevet, l'exception concernant les Navires étrangers est obligatoire pour tous les Membres de l'OMC, et l'exception de Chicago est obligatoire pour toutes les parties à la Convention internationale sur l'aviation civile (presque tous les pays du monde). En interprétant le terme 'limité' en conformité avec les règles de la Convention de Vienne relative au droit des traités, toute signification du terme doit englober à la fois l'exception relative aux navires étrangers et celle de Chicago.

On peut toutefois soutenir que l'interprétation du terme 'limité' par le Groupe spécial exclut les deux. Il en est de même pour tous les autres termes de l'article 30 de l'Accord sur les ADPIC.

Il est également vrai, bien sûr, qu'il s'est passé beaucoup de choses depuis 2000, notamment la publication de la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique. On peut certainement s'attendre à une approche 'évolutive' de l'interprétation des dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Il est donc conseillé de faire preuve de prudence et ne pas s'appuyer trop lourdement sur le différend Canada-Généralistes comme précédent, lorsque l'on envisage l'élaboration de nouvelles exceptions aux brevets.

Pratique étatique sur les exceptions aux ADPIC

Un examen des changements récents intervenus dans les exceptions aux

droits de brevet dans plus de 30 pays révèle une riche diversité d'évolutions. Dans certains cas, le champ d'application d'une exception a été :

- Rétréci (ou confirmé comme étant étroit) au travers de décisions judiciaires, comme celle relative à l'utilisation expérimentale aux États-Unis ;
- Contraint de se rétrécir/rester étroit à la suite de différends ou d'accords commerciaux bilatéraux. Par exemple, dans le cadre de l'Accord de libre-échange États-Unis/Maroc, le Maroc ne peut conserver que des exceptions étroites en matière de réexamen obligatoire et d'épuisement international.
- Elargi (ou confirmé large) au travers de décisions judiciaires, comme cela s'est produit dans le cas de l'exception concernant le réexamen réglementaire aux États-Unis.
- Elargi au travers de législations pour prendre en compte des questions de politique économique, comme l'ont fait l'Inde et le Kenya en ce qui concerne l'exception concernant l'épuisement international.
- Elargi à travers des législations pour suivre les changements technologiques continus. Par exemple, les vaisseaux de l'espace étaient inclus dans l'exception américaine concernant les navires étrangers, de sorte que les brevets américains n'entraveraient pas le lancement de satellites étrangers.

En ce qui concerne d'autres évolutions, à la suite de l'élargissement de l'Union vers l'Est, l'UE a adopté une exception concernant le réexamen réglementaire sur la base d'un modèle étranger en conformité avec la décision Canada-Généralistes. De plus, une exception considérée comme n'étant plus d'une grande utilité pratique peut redevenir utile à la suite de changements technologiques, par exemple l'exception concernant la pharmacie eu égard à certaines thérapies génétiques/cellulaires somatiques.

L'incertitude concernant le champ d'application d'une exception, qu'elle soit

(suite à la page 12)

Exceptions aux droits de brevet
(suite de la page 11)

préexistante ou nouvelle, est susceptible d'avoir un impact négatif. Ceci peut particulièrement être le cas là où la violation d'un brevet est pénalisée. Dans un cas optimal, la législation sur les brevets serait périodiquement réexaminée pour garantir qu'il continue de servir les meilleurs intérêts du pays, comme c'est le cas, par exemple, en Chine. Des processus de réexamen discrets peuvent également être menés pour prendre en compte juste un domaine problématique, comme l'a fait la Law Reform Commission de l'Australie en ce qui concerne des exceptions concernant l'utilisation expérimentale et les professionnels de la santé.

On peut s'attendre à ce que la surveillance de l'incidence du recours à des exceptions à des droits de brevet fournisse des éclairages intéressants sur les changements technologiques et économiques sous-jacents dans les pays en développement et qu'elle aide à un tel processus de réexamen. Ceci est toutefois difficile, pour le moment,

1 Exportation de médicaments génériques produits sous licence obligatoire vers des pays ayant une capacité de fabrication nationale insuffisante.

au vu du manque de données empiriques systématiques.

De nouvelles exceptions visant à résoudre de nouveaux problèmes de politique, résultant généralement de l'élargissement de la brevetabilité à un nouveau domaine, ont également été adoptées. Elles sont résumées ci-dessous.

Il est particulièrement intéressant que la mise en œuvre européenne de l'exception concernant le privilège des agriculteurs comprenne un élément d'indemnisation.

Processus pour la prise en considération de nouvelles exceptions ?

De quel espace les Membres disposent-ils toujours pour adopter de nouvelles exceptions, à la lumière des arguments présentés dans le différend Canada-Génériques, et de l'examen de la pratique des Membres ? Un facteur dont on pourrait attendre qu'il rehausse la flexibilité est la possibilité de prévoir une indemnisation au titre d'une exception, comme dans le cas de l'exception européenne concernant le privilège des agriculteurs. Toutefois, il y a également des facteurs qui réduiront l'espace de politique, notamment les accords ADPIC-plus bilatéraux et multilatéraux. Ceci est

particulièrement le cas dans le cycle actuel d'accord de libre-échange américains. Une tentative visant à résoudre le problème du 'paragraphe 6¹ de la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique par une nouvelle exception au titre de l'article 30 a été rejetée, bien que ceci reste une possibilité, si la solution actuellement adoptée ne fonctionne pas de manière effective.

Pour conclure, un certain nombre d'options sont ouvertes aux décideurs recherchant une solution à un problème de politique présent ou futur dans le cadre d'une exception au titre de l'article 30. Elles comprennent les suivantes :

- La mise en œuvre ou la modification d'une exception déjà présente dans le droit national ;
- L'adoption d'une nouvelle exception, soit sur la base d'un modèle étranger, soit par analogie ; et
- L'adoption d'une exception entièrement nouvelle, soit dans les limites des tests du différend Canada-Génériques, soit par exemple, avec une justification reposant sur une étude du droit international et comparatif (avec l'inclusion possible d'une indemnisation) au-delà des tests du différend Canada-Génériques.

Tableau 2 : Nouvelles exceptions aux droits de brevet

Exceptions aux droits de brevet	Nature du problème de politique pris en compte
Utilisation antérieure de la méthode commerciale	Les utilisateurs antérieurs de méthodes commerciales devraient être traités de manière équitable par rapport aux titulaires de brevet.
Professionnel de la santé	Liberté pour les professionnels de la santé de pratiquer des traitements médicaux.
Privilège des agriculteurs	Nécessité pour les agriculteurs de récolter et de semer de nouveau leurs propres semences.
Obtention de nouvelles variétés	Nécessité pour l'obteneur d'être en mesure d'utiliser des variétés présentes comme base à partir de laquelle obtenir de nouvelles variétés végétales.
Enseignement	Liberté d'enseigner à des étudiants.

Négociations agricoles : « causeries au coin feu » sur le soutien interne et l'accès aux marchés

Suite à la reprise générale des discussions commerciales du Cycle de Doha, les Membres de l'OMC ont tenu, le 9 février, la première réunion régulière multilatérale en 'session spéciale' du Comité de négociation de l'agriculture, depuis juin 2006. En dépit de ce retour à la pratique normale, les délégués estiment que tout progrès dans les négociations toujours bloquées surviendra dans les discrètes réunions informelles bilatérales en groupes restreints qui ont continué d'être tenues.

Lors de la réunion (qui s'est déroulée de manière officieuse et informelle), le Président du Comité, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) a décrit la manière dont les discussions progressaient et présenté ses plans pour les futures réunions. En pratique, il y avait peu de différences avec les 'forums de transparence' informels qu'il avait convoqués au cours des derniers mois, pour permettre aux négociateurs de procéder à des échanges sur ce dont ils avaient discuté ailleurs. Falconer a déclaré que la prochaine réunion en 'session spéciale' ouverte à l'ensemble des Membres se tiendrait probablement dans deux semaines et qu'une autre serait tenue dans près de quatre semaines. Dans l'intervalle, les Membres continueraient également de déployer leurs propres efforts en vue de rechercher une convergence, au niveau bilatéral ou en groupes restreints.

Le Président du Comité de l'agriculture a ajouté qu'il continuerait de convoquer des « causeries au coin du feu » bilatérales avec un groupe de près de 24 Ambassadeurs parlant au nom d'un groupe représentatif d'intérêt de négociation différents. Tout progrès lors de ces causeries ou dans les autres consultations bilatérales ou en groupes restreints, serait alors rapporté aux autres Membres, au niveau multilatéral.

A supposer qu'il y ait certains progrès, Falconer a déclaré qu'il reviendrait alors au mode des négociations intenses qui avaient caractérisé l'effort, à terme peu fructueux, en vue d'un accord, en juillet dernier : une série de réunions de la 'Pièce F' limitées à près de 20 délégations représentatives, en alternance avec d'autres réunions, ouvertes à l'ensemble des Membres.

Les Membres ont particulièrement mis l'accent sur la nécessité de 'multiliser' les résultats des consultations informelles, en en faisant rapport à l'ensemble des Membres. Tout en reconnaissant que ces

réunions en groupes restreints étaient nécessaires pour encourager un accord à ce stade des négociations, les Membres ont mis l'accent sur l'importance de la transparence et de l'ouverture à tous – en d'autres termes, les petits pays ne devaient pas être totalement marginalisés.

Faisant de nouveau référence à l'effort en vue d'un accord, Falconer a laissé entendre qu'il pourrait également préparer des 'documents de référence' indiquant les points de convergence et de divergence sur différentes questions dans les négociations, en s'appuyant sur les documents qu'il avait préparés l'an passé. Il a également indiqué que le texte des projets de 'modalités' qu'il avait mis en distribution en juin dernier pourrait servir de base à de futurs travaux. Bien que les 'modalités' impliquent des formules et des chiffres pour les abaissements de droits tarifaires et de subventions, ainsi que des exemptions à ces abaissements, l'absence de consensus entre Membres signifiait que Falconer n'était pas en mesure de présenter dans ce document des paramètres spécifiques pour un accord éventuel. Le texte reflète plutôt presque toutes les propositions faites dans les négociations, en mettant en évidence les centaines de divergences à résoudre.

Falconer a toutefois déclaré qu'un changement d'attitude depuis l'été dernier pourrait avoir rendu moins difficile le traitement du texte de 72 pages. Alors que nombre de Membres avaient craint, au préalable, que les négociations intenses entre les grandes puissances commerciales du 'G-6' – Australie, Brésil, États-Unis, Inde, Japon et Union européenne – ne risquent de marginaliser leurs propres préoccupations, Falconer a laissé entendre qu'ils étaient à présent plus confiants que le processus de négociation serait ouvert à tous. Cette confiance accrue pourrait les aider à accepter un texte plus rationalisé, qui reflète mieux les progrès réalisés dans

les domaines où il y a une certaine convergence.

Selon des sources, la plupart des pays qui sont intervenus durant la réunion ont convenu qu'une avancée était nécessaire dans les semaines à venir.

Causeries au coin du feu sur le soutien interne, les produits sensibles

Des sources ont indiqué que Falconer avait, le 12 février, accueilli une 'causerie au coin du feu' au cours de laquelle près de 24 Ambassadeurs avaient débattu des moyens possibles d'avancer sur le soutien interne et sur la formule de réduction tarifaire pour les 'produits sensibles', que les pays tant développés qu'en développement seront en mesure de protéger contre le plein impact des abaissements, en échange de la mise en place de nouveaux contingents d'importation.

Lors de cette réunion, les participants ont examiné des options pour des disciplines à appliquer aux subventions par produit, afin de leur permettre de réaliser leurs objectifs, au lieu de se concentrer sur les 'chiffres headline' litigieux pour les abaissements globaux en pourcentage du soutien ayant des effets de distorsion des échanges. Ces abaissements tendent, à ce jour, à préoccuper les négociateurs, avec peu de succès. Aucun mouvement réel n'était toutefois apparent, ni sur cette question, ni sur les produits sensibles.

A la suite d'une réunion antérieure, le 9 février, Falconer a déclaré aux journalistes que les questions présentant un intérêt spécifique pour les pays en développement, tels que les 'produits spéciaux' et le 'mécanisme de sauvegarde spéciale' feraient l'objet de futures causeries au coin du feu. Les pays en développement seront autorisés

(suite à la page 21)

Les Etats-Unis présentent les réformes au titre de la Farm Bill : insatisfaction chez leurs partenaires commerciaux

Plusieurs des grands partenaires commerciaux des États-Unis ont fait part de leur insatisfaction concernant les réformes proposées par l'Administration Bush pour les futures dépenses en matière de subventions agricoles, divulguées le 31 janvier. Ils avaient espéré de Washington un signal plus clair indiquant que les États-Unis souhaitent s'orienter vers la réduction des subventions agricoles ayant des effets de distorsion des échanges, une question clé dans les discussions commerciales du Cycle de Doha.

Bien que l'Administration ait déclaré que le plan réduirait les versements agricoles de près de 17,5 milliards de dollars US, au cours des cinq prochaines années, la majeure partie des économies résulte simplement de la hausse des prix des produits de base.

Les réformes, qui comprennent des changements à apporter à des pratiques sévèrement critiquées à l'OMC, ainsi que la cessation des paiements aux fermiers les plus riches, ont été saluées comme un pas vers la réduction de la surproduction et des distorsions qui faussent les échanges. Toutefois, même si d'autres gouvernements soutiennent que ces changements ne vont pas assez loin, certains groupes de fermiers se sont plaints du fait qu'ils entraînaient déjà des baisses trop fortes et insistent qu'ils ne seront pas favorablement accueillis au Congrès. L'Administration souhaite que sa proposition serve de base à la législation que le Congrès élaborera pour remplacer la Farm Bill 2002 actuellement en vigueur, qui arrive à expiration en septembre.

Les subventions agricoles offertes par les pays riches ont été au cœur du blocage dans les négociations commerciales multilatérales. Dans la forme qu'elle prendra à terme, la nouvelle Farm Bill affectera la capacité de Washington à proposer une réduction des subventions défendable dans les discussions, mais pourrait être annulée par des lois consécutives qui appliqueraient des abaissements convenus dans le cadre d'un accord potentiel du Cycle de Doha. L'UE, le Brésil, l'Inde et d'autres pays insistent que les États-Unis doivent abaisser le plafond de leur soutien ayant des effets de distorsion des échanges bien en dessous du plafond de 22,5 milliards de dollars US qu'ils ont déjà proposé. Washington, pour sa part, insiste sur le fait qu'ils auraient à accepter beaucoup plus d'importations agricoles

avant que les États-Unis ne mettent sur la table une réduction plus forte des subventions.

Même si les États-Unis ne sont pas en mesure de négocier des abaissements de subventions, en échange de concessions faites par d'autres pays, dans le cadre d'un accord de Doha fructueux, leurs versements agricoles feront l'objet de pressions : le Canada a initié un différend à l'OMC contre les subventions au maïs américaines et d'autres subventions agricoles, en faisant valoir qu'elles violent les règles commerciales multilatérales et faussent les prix de manière illégale

Protéger les États-Unis contre les contestations à l'OMC : un objectif majeur

De fait, protéger la politique américaine contre d'autres différends a été l'un des objectifs centraux de l'Administration. Dans son introduction au document de 183 pages qui énonce les propositions, le Secrétaire à l'agriculture américain, Mike Johanns, a déclaré qu'il voulait rendre les dépenses agricoles « plus équitables, plus prévisibles et plus en mesure de résister à la contestation. »

Le Brésil a contesté à l'OMC, avec succès, les subventions américaines au coton, remportant une décision historique, en 2005. Johanns avertit depuis longtemps que les programmes de soutien au titre de la Farm Bill actuelle seraient exposés à d'autres contestations de ce type, tant qu'elle ne serait pas réformée. Par contre, de nombreux groupes de fermiers – ainsi que des membres influents du Congrès – aimeraient voir la prorogation des subventions généreuses de la Farm Bill 2002.

Certains programmes de subventions américains cruciaux sont fondés sur les soutiens aux prix pour des 'produits de

base de programme' tels que le maïs, le blé, le coton, le riz et le soja, qui bénéficient de plus de 90% des paiements totaux. Cette politique vise à soutenir les revenus des fermiers : par exemple, si le prix plancher du maïs est de 5 dollars US mais que le prix de marché est de 2 dollars par bushel, le gouvernement versera la différence aux fermiers, indépendamment du coût de production. Ceci incite les fermiers à produire davantage, ce qui fausse donc tant la production que les échanges. Les subventions qui ont le plus d'effets de distorsion des échanges actuellement autorisées aux fins des règles de l'OMC sont classées dans ce qu'il convient d'appeler la 'catégorie ombre', où elles sont soumises à la fois à des limites strictes et aux abaissements les plus profonds, dans le cadre d'un accord de Doha potentiel.

Les changements proposés par l'Administration cherchaient à réduire les effets de distorsion de certaines de ces 'subventions ayant des effets de distorsion des échanges'. Les planchers de prix pour des produits de base spécifiques dans le cadre du régime de 'prêts à l'aide à la commercialisation' doivent être modifiés pour passer de niveaux fixes à 85% du prix de marché moyen au cours des 5 années précédentes (en excluant l'année la plus forte et la plus faible). Ce programme fournit aux fermiers des subventions qui comblent l'écart entre le prix de marché et le prix plancher; les produits cultivés seront confisqués au profit du gouvernement si les fermiers ne sont pas en mesure de rembourser les prêts. Selon le Département américain de l'agriculture, « ce changement minimise les effets de distorsion du marché et encourage les fermiers à planter des cultures sur la base des prix de marché, plutôt que sur le niveau de versement des subventions. » Les détracteurs soutiennent qu'il n'y aura pas, de fait, de changement très significatif.

Les changements proposés ciblent également les 'paiements contracycliques' actuels fondés sur les prix, versés par Washington, qui augmentent quand les prix mondiaux chutent. L'Administration a suggéré le remplacement des paiements basés sur les prix, qui rétribuent les fermiers pour les fortes productions, par des subventions fondées sur les recettes, qui seraient versées lorsque les recettes nationales par acre pour un produit de base chutent en dessous d'un niveau cible. Toutefois, la recette cible par acre pour différents produits de base serait toujours liée aux prix cibles de la Farm Bill 2002, ce qui pousse certains à contester la portée réelle de la réforme. Actuellement, les paiements contracycliques sont classés comme subventions au titre de la 'catégorie bleue', supposées avoir moins d'effets de distorsion des échanges que celles de la 'catégorie ambre', et devant donc faire l'objet d'abaissements moins importants. Un objectif majeur des États-Unis dans les négociations sur les subventions dans le Cycle de Doha est de maintenir les paiements contracycliques.

Des aspects des paiements contracycliques ont été jugés illégaux dans le différend sur le coton intenté par le Brésil. Le lobby du riz s'est plaint du fait que les réformes proposées par l'Administration pour les paiements contracycliques et pour les prêts à la commercialisation affaibliraient le « filet de sécurité viable » assuré aux agriculteurs par la législation actuelle.

Dans tous les cas, la hausse des prix de la plupart des produits de base signifie que les paiements de subventions auraient chuté, même sans les changements. C'est ce qui a permis à l'Administration de projeter que les nouvelles propositions seraient chiffrées à 10 milliards de dollars de moins que les fonds dépensés au titre de la Farm Bill en cours. Le reste des économies s'explique par les 7,5 milliards de dollars supplémentaires 'd'aide ad hoc pour les catastrophes' alloués aux producteurs américains au cours des cinq dernières années.

L'Administration cherche à supprimer les restrictions en matière de mise en culture. Dans le différend sur le coton, l'OMC a statué que certains 'paiements

directs' non ciblés à une récolte spécifique entraient néanmoins dans la catégorie ambre de paiements plafonnés ayant des effets de distorsion des échanges – précisément parce que certaines cultures 'spécialisées' non programme tels que les fruits et les légumes ne pouvaient y prétendre. Du fait que cette restriction pourrait influencer sur les décisions en matière de mise en culture, les paiements étaient jugés inéligibles pour être classés comme soutien 'au titre de la catégorie verte' qui n'a d'effet de distorsion ni sur la production, ni sur les échanges et qui est exempté soit des restrictions, soit des abaissements.

En réaction directe à la menace de contestation à l'OMC, la proposition de Farm Bill appelait à la réforme de certains programmes de garantie de crédit à l'exportation « pour les mettre en conformité avec les conclusions du Groupe spécial de règlement des différends de l'OMC dans le différend sur le coton intenté par le Brésil. »

Les lois nationales américaines qui mettent en application les règles commerciales multilatérales existantes permettent au Secrétaire à l'Agriculture d'ajuster les dépenses au titre de certains programmes de subventions agricoles (arachide, sucre, produits laitiers) pour garantir que Washington ne dépasse pas la limite qui lui est permise par l'OMC en matière de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges. La proposition de l'Administration élargirait l'autorité du Secrétaire à l'Agriculture en lui permettant de modifier les dépenses pour couvrir tous les paiements pouvant compter comme soutien au titre de la 'catégorie ambre' – en plus de couvrir tous les engagements au titre de futurs accords à l'OMC, notamment un Accord potentiel du Cycle d'Uruguay.

Les subventions au coton susceptibles de rester élevées

Même si le Congrès devait accepter ces réformes, l'Administration a reconnu que les subventions américaines au coton – cible de la victoire du Brésil à l'OMC et objet d'une attention spéciale dans les discussions du Cycle de Doha – étaient susceptibles de rester élevées, en raison essentiellement de la baisse des prix et de la hausse des rendements.

« On s'attend certes à ce que les prix des produits agricoles de programme restent généralement stables ou qu'ils enregistrent des hausses au cours des prochaines années, à l'exception du coton upland, » spécifiait le document. « On s'attend à ce que la combinaison de ces hausses des rendements du coton upland à l'acre et de la baisse de la production textile de coton upland américaine limitent les gains de prix et entraînent des dépenses substantielles dans le programme coton, par rapport à d'autres produits de base. »

De nouveaux fonds pour les 'cultures spécialisées', la conservation, les biocarburants

Traditionnellement, les producteurs de fruits, de légumes et autres 'cultures spécialisées' n'ont pratiquement bénéficié d'aucune assistance gouvernementale, même si les produits qu'ils cultivent ont à présent davantage de valeur que les produits agricoles de programme fortement subventionnés – mais politiquement influents. L'Administration propose de nouvelles dépenses d'un montant de 5 milliards de dollars US au cours des dix prochaines années à l'intention des producteurs de fruits et légumes, notamment un soutien à la recherche et un programme visant à stimuler les achats de tels produits par les écoles.

La proposition appelait également à de nouvelles dépenses d'un montant de 7,8 milliards de dollars sur des programmes de conservation, notamment l'élargissement de la protection des zones humides et la qualité de l'eau. De telles mesures semblent entrer dans la 'catégorie verte' car elles n'affectent directement ni la production, ni les échanges.

En accord avec sa nouvelle orientation vers la réduction de l'utilisation de l'essence et de son remplacement par les biocarburants, l'Administration cherche à réserver 1,6 milliard de dollars à de nouveaux financements pour la recherche, le développement et la production d'énergie renouvelable. La recherche sur la bioénergie et les systèmes d'énergie renouvelables pour les agriculteurs et les petites entreprises rurales bénéficieraient chacun d'un

(suite à la page 16)

Les Etats-Unis présentent les réformes au titre de la Farm Bill... (suite de la page 15)

investissement de 500 millions de dollars. Deux cent dix millions de dollars seraient consacrés à un soutien à des prêts garantis, d'un montant de 2,1 milliards de dollars, pour des projets sur l'éthanol cellulosique.

La proposition consacrerait également 400 millions de dollars à « l'accroissement des exportations, la lutte contre les obstacles au commerce et le renforcement de l'implication dans les organes mondiaux d'établissement de normes commerciales. »

Le renforcement des paiements au titre d'autres programmes n'ayant pas d'effets de distorsion des échanges signifie que la proposition de Farm Bill dépenserait de fait 5 milliards de dollars de plus que la Farm Bill en vigueur, si elle devait être prorogée.

Proposition de plafonnement des subventions

La proposition de Farm Bill appelait notamment le Congrès à convenir de la suppression des paiements de subventions aux fermiers ou aux entreprises qui gagnent plus de 200.000 dollars US, après dépenses. Une proposition connexe plafonnerait les paiements totaux à des fermiers particuliers à 360.000 dollars.

L'Administration a souligné le fait que 97,7% de tous les contribuables américains gagnent moins de 200.000 dollars, en mettant l'accent sur le fait que la suppression des subventions n'affecterait que 71.800 contribuables sur près des 2 millions qui ont déclaré un revenu agricole en 2003. La limite actuelle est de 2,5 millions de dollars et crée un vide juridique important pour les bénéficiaires qui tirent plus de trois quarts de leur revenu d'activités agricoles ou connexes.

Le projet a néanmoins suscité l'opposition de certains groupes de fermiers. Mary Kay Thatcher, une lobbyiste de l'American Farm Bureau Association, a fait part au New York Times de « préoccupations sérieuses » concernant la suppression des subventions. Elle a déclaré que l'agriculture à grande

échelle était devenue une nécessité économique.

Par ailleurs, le Times-Gazette de Shelbyville, au Tennessee, a fait état du fait que les éleveurs locaux n'étaient pas perturbés par la perspective de changement, car ceci n'allait pas les affecter. Il reste à voir si la proposition peut recueillir l'approbation du Congrès. Les Etats Membres de l'UE n'ont pas été en mesure de convenir d'une suppression similaire des paiements de subventions.

Tièdeur des partenaires commerciaux

Le groupe caritatif et de plaidoyer Oxfam a favorablement accueilli les propositions de l'Administration, comme « une première étape vers le déblocage de la paralysie qui prévaut dans les négociations commerciales multilatérales. » L'organisation a toutefois averti qu'on ne voyait pas clairement si le plan réduirait les exportations américaines de produits agricoles subventionnés, même s'il réussissait à susciter l'adhésion du Congrès.

« Bien que cette proposition signale un abandon des subventions ayant des effets distorsion des échanges au profit de soutiens aux agriculteurs plus conformes avec l'OMC, il reste beaucoup à faire pour aligner la Farm Bill sur les règles commerciales internationales existantes, » a déclaré Celine Charveriat, responsable de la campagne d'Oxfam Pour un commerce équitable. « Le diable est dans les détails et à ce stade, on ne voit pas très bien à quel point ces réformes pourraient réduire les effets de distorsion des échanges du système de subventions actuel, et permettre aux agriculteurs les plus pauvres du monde de tirer profit des échanges. »

Oxfam a également salué la demande de l'Administration visant à convertir en espèces 25% du budget d'aide alimentaire, afin de faciliter l'achat à partir de sources régionales, dans les pays bénéficiaires (les fonds du principal programme d'aide alimentaire américain ne peuvent actuellement être utilisés que pour l'achat de produits alimentaires cultivés aux États-Unis). Selon Oxfam, l'expédition de produits alimentaires à

partir des États-Unis est non seulement peu efficiente, mais peut également déstabiliser la production vivrière locale. Dans les négociations du Cycle de Doha sur l'aide alimentaire, l'UE et d'autres pays ont exhorté Washington à passer à une assistance essentiellement en espèces.

Les réactions de certains des principaux partenaires commerciaux des États-Unis ont été moins optimistes. Le Ministre canadien de l'agriculture, Chuck Strahl, a déclaré au journal Globe and Mail que le plan de l'Administration Bush méritait d'être salué car il tentait d'apporter « davantage de discipline » dans les dépenses agricoles, mais que les 87 milliards de dollars que cela allait coûter restaient à un niveau élevé inacceptable.

« Pour ce qui est de Doha, il ne nous est pas possible de nous faire une idée claire, à partir de cette proposition, sur l'approche de négociation que l'Administration Bush adoptera, » a noté la Commission européenne, dans une déclaration. Elle a mis l'accent sur le fait que si les prix des produits de base commencent à baisser, « le soutien agricole ayant des effets de distorsion des échanges enregistrerait de nouveau des hausses, dans le cadre de ces propositions. » Bruxelles a toutefois reconnu que « ce n'est pas la fin de l'histoire : des mesures supplémentaires ne sont pas exclues par ces propositions initiales. »

Lors d'une réunion du Conseil général de l'OMC, le 7 février, à Genève, la délégation brésilienne a déclaré, au nom du groupe G-20 de pays en développement, que les propositions de l'Administration américaine ne semblaient pas restreindre les dépenses agricoles suffisamment pour répondre aux objectifs du bloc. Le G-20 aimerait voir une baisse des dépenses de subventions à un niveau inférieur aux niveaux actuels, accompagnée de règles empêchant la concentration des paiements sur une poignée de produits. Le groupe a observé que ceci n'empêcherait pas nécessairement les États-Unis de convenir d'abaissements plus importants dans le cadre des négociations en cours, et de modifier par la suite la nouvelle Farm Bill.

(suite à la page 22)

Négociations agricoles : le Pakistan présente de nouvelles options pour le traitement des produits spéciaux

Dans ce qu'il a qualifié de tentative visant à trouver un compromis sur une des questions les plus litigieuses dans les négociations sur l'agriculture à l'OMC, le Pakistan a mis en distribution un document informel suggérant des options pour le traitement des 'produits spéciaux' (PS). Toutefois, ses idées n'ont pas été favorablement accueillies du moins par certaines autres délégations.

Les Membres de l'OMC ont déjà convenu de laisser les pays en développement « désigner de manière autonome » une proportion des produits agricoles pour les protéger contre le plein impact des abaissements tarifaires, « sur la base d'indicateurs fondés sur » des préoccupations en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. Il reste à négocier le nombre précis et le traitement des produits spéciaux. Toutefois, les gouvernements ont des objectifs fortement contradictoires dans ce domaine, et ont donc donné des interprétations différentes du mandat.

Les pays en développement du G-33, les partisans les plus ardents de la désignation des produits spéciaux, soutiennent que les conditions à travers le monde sont trop diverses pour qu'un ensemble unique quelconque d'indicateurs contraignants prenne en compte de manière effective tous les trois domaines de préoccupation. Ces pays souhaitent être autorisés à désigner jusqu'à 20% de tous les produits comme 'spéciaux', sur la base de leurs évaluations respectives des circonstances intérieures. Par contre, quelques exportateurs de produits agricoles de pays développés et de pays en développement – notamment les États-Unis – souhaitent minimiser la capacité des Membres à désigner les PS, craignant que ceci ne restreigne leurs propres opportunités d'exportation.

La communication du Pakistan identifie les voies et moyens possibles pour les Membres de rassurer les partenaires commerciaux sur le fait que les PS qu'ils choisissent refléteraient de fait des préoccupations légitimes concernant la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et le développement rural. Le Pakistan est membre à la fois du G-33 (sensible aux importations) et du Groupe de Cairns (orienté vers les exportations) – tout comme l'Indonésie et les Philippines. La communication,

qui n'a pas prétendu pas représenter les points de vue d'un groupe ou de l'autre, s'écarte de nombre des positions établies du G-33.

Elle suggère, de manière spécifique, que les PS pourraient être tenus de répondre à un certain nombre d'indicateurs sur le total. Les deux chiffres seraient à négocier. Le Pakistan reconnaît que des seuils numériques communs pour tous les indicateurs peuvent être difficiles à identifier.

La communication informelle examine l'option de l'établissement « d'indicateurs négatifs ». Ces indicateurs empêcheraient les Membres de désigner des produits de base comme PS, si ceci pouvait porter préjudice à la sécurité alimentaire, à la garantie des moyens d'existence ou au développement rural, soit sur le plan interne, soit pour un autre pays. Tendant une branche d'olivier aux exportateurs, le Pakistan suggère que ces indicateurs pourraient comprendre les produits pour lesquels les pays en développement comptent pour davantage qu'un pourcentage seuil des exportations mondiales. Des pays particuliers pourraient également être empêchés de désigner des produits pour lesquels les importations en provenance des pays en développement constituent cumulativement davantage qu'un certain pourcentage de leur total. Enfin, pour empêcher que la désignation de PS ne porte préjudice aux intérêts propres d'un pays en matière de sécurité alimentaire, le Pakistan a proposé l'exclusion des produits alimentaires de base de l'éligibilité, si les importations sont supérieures à un certain pourcentage de la consommation d'un pays.

En outre, la communication examinait la possibilité de fournir des incitations aux pays pour qu'ils retiennent moins de PS, en les autorisant, par exemple, à faire des réductions tarifaires encore plus faibles s'ils choisissent de désigner un

nombre total plus faible de produits. Une autre option examinée est de restreindre le statut PS à des produits ayant des tarifs consolidés faibles, ou à ceux pour lesquels il y a peu « d'overhang » entre les taux consolidés et taux appliqués.

Le Pakistan envisage l'option d'un 'plafond' global (en termes de pourcentage total des lignes tarifaires) sur des flexibilités à la fois pour les produits spéciaux et sensibles. Les pays développés comme les pays en développement seront autorisés à procéder à des abaissements tarifaires plus souples sur certains 'produits sensibles', en échange de la mise en place de nouveaux contingents d'importation. La communication a toutefois noté qu'aucun chiffre unique n'est susceptible de satisfaire tous les pays en développement.

Les Membres de l'OMC doivent également déterminer dans quelle mesure les PS bénéficieront d'un traitement tarifaire favorable. Le G-33 a proposé l'exemption totale de la moitié des PS – ou jusqu'à 10% de toutes les lignes tarifaires – des engagements de réduction, avec des réductions n'excédant pas 10% sur l'autre moitié des PS. Des exportateurs tels que les États-Unis et la Thaïlande n'ont pas avancé de chiffres spécifiques pour ces engagements de réduction, mais on pense qu'ils sont opposés à une large flexibilité.

La communication du Pakistan examine plusieurs options potentielles pour le traitement des PS. Sans avancer de chiffres spécifiques pour les engagements de réduction tarifaire, elle propose une approche étagée pour différents groupes de lignes tarifaires 'spéciales', similaire à celle proposée par le G-33. Les Membres négocieraient les abaissements en pourcentage applicables à chaque catégorie. La communication propose également des

(suite à la page 22)

PMA : le Brésil ouvre son marché en franchise de droits aux exportations des PMA

Le gouvernement brésilien projette de commencer à accorder, début 2007, un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent aux exportations en provenance de 32 des pays les plus pauvres au monde.

Cette initiative ferait du Brésil le premier pays en développement à accorder un accès sans entrave aux marchandises provenant de 32 des pays en développement les moins avancés (PMA) Membres de l'OMC.

Lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à HongKong, en décembre 2005, les gouvernements avaient convenu que « les pays développés Membres, et les pays en développement Membres en mesure de le faire, devraient accorder l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent » pour les exportations originaires des PMA.

L'engagement était assorti d'une réserve : les pays étaient autorisés à soustraire trois pour cent des types de produits (lignes tarifaires) de l'obligation d'octroi d'accès en franchise de droits et sans contingent.

Des critiques ont souligné, à cette époque, que cette exemption pouvait être suffisante pour couvrir le petit nombre de produits que les PMA étaient en mesure d'exporter de manière concurrentielle.

L'accès illimité aux marchés devait entrer en vigueur au plus tard au démarrage de la période de mise en œuvre du cycle d'Uruguay. Toutefois, le Cycle étant en suspens, les Membres ne sont pas tenus de mettre en œuvre la décision de HongKong. Les États-Unis ont lié, de manière explicite, l'octroi de l'accès en franchise de droits et sans contingent aux exportations originaires des PMA, à la conclusion du Cycle.

L'IFPRI (International Food Policy Research Institute) a prévu que les PMA, avec 8 autres pays à faible revenu, pourraient enregistrer une hausse de 7 milliards de dollars de leur revenu réel, si tous les pays de l'OCDE offraient un accès en franchise de droits et sans contingent à toutes leurs exportations.

Produits ciblés toujours à déterminer

Les groupes d'affaires brésiliens – en particulier des secteurs des textiles, de l'électronique, des produits chimiques et des machines et équipements – ont demandé la désignation de 1.300 produits comme sensibles, alors que le gouvernement ne souhaite n'en accepter que 900.

Nombre de PMA sont tributaires des intrants étrangers pour leurs procédés

de production, et les groupes industriels brésiliens sont particulièrement préoccupés par la hausse des importations originaires de Chine, un fournisseur majeur de ce type d'intrants.

Selon le journal d'affaires Valor Economico, le monde des affaires brésilien est en train de faire pression sur le gouvernement afin qu'il durcisse les prescriptions en matière de règles

(suite à la page 23)

Comités de négociations : le Conseil général nomme les Présidents pour 2007

Les Membres de l'OMC ont, le 7 février, formellement approuvé la liste de nominations des présidents des 13 Comités réguliers de l'OMC pour 2007.

L'Ambassadeur Muhamad Noor Yacob (Malaisie) remplace l'Ambassadeur Eirik Glenne (Norvège) à la tête du Conseil général, principal organe permanent de prise de décision de l'Organisation. Sa tâche primordiale sera d'œuvrer avec le Directeur général Pascal Lamy à aider à mener à terme les négociations tumultueuses du Cycle de Doha. L'Ambassadeur australien, Bruce Gosper, remplace Yacob à la tête de l'Organe de règlement des différends et l'Ambassadeur Vesa Himanen (Finlande) devient le nouveau Président de l'Organe du réexamen des politiques commerciales.

L'Ambassadeur du Nigeria à l'OMC, Yonov Frederick Agah, présidera le Conseil des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), remplaçant l'Ambassadeur Trevor Clarke (Barbade), qui sera dorénavant à la tête du Conseil du commerce des services. L'Ambassadeur danois, Karsten Vagn Nielsen, succède à Agah à la présidence du Conseil du commerce des marchandises. L'Ambassadeur Manuel Teehankee (Philippines) sera à la tête du Comité du commerce et de l'environnement. Le Comité du commerce et du développement sera présidé par l'Ambassadeur de Maurice, Shree Baboo Chekitan Servansing.

Les présidents des huit organes de négociation du Cycle de Doha resteront inchangés, à l'exception de celui du Groupe de négociation de la facilitation des échanges. L'Ambassadeur Eduardo Sperisen-Yurt (Guatemala) remplacera Tony Miller, Représentant permanent de HongKong, qui prend sa retraite à la fin du mois. Comme les autres Présidents de groupe de négociation, Sperisen-Yurt conservera son mandat jusqu'à la prochaine Conférence ministérielle, dont la date n'a pas encore été fixée.

La liste de candidats avait été élaborée par le Président sortant du Conseil général, Glenne, sur la base de consultations avec les Membres.

Sommet France-Afrique : Le Président Compaoré plaide pour les matières premières africaines

Le sommet France-Afrique qui s'est tenu à Cannes en France, le mois dernier a offert une tribune aux dirigeants du continent pour échanger avec certains de leurs homologues du Nord la question des matières premières entre autres.

Cette 24^e conférence France - Afrique a eu lieu du 14 au 16 Février 2007 à Cannes en France. Au rendez-vous, quarante neuf délégations de pays africains ont participé à la Conférence, ainsi que les représentants de l'Organisation des Nations unies, de l'Union africaine, de la Commission européenne et de l'Organisation internationale de la Francophonie. La Présidente en exercice de l'Union européenne, Mme Angela Merkel, chancelière d'Allemagne, a été invitée à participer au Sommet ainsi que M. Yoshiro Mori, ancien Premier ministre, président de la Commission Afrique de la Diète japonaise. Cet élargissement fait d'ailleurs de plus en plus penser à une conférence Afrique - Europe, qui existe déjà, à travers le sommet euro-africain dont la deuxième édition se tiendra au Portugal au second semestre 2007.

La conférence a permis d'évoquer aussi bien la nécessité d'insérer davantage l'Afrique dans les enjeux planétaires que de mettre en valeur sa dynamique actuelle, ses réussites et ses projets d'avenir. Ainsi, plusieurs thèmes ont été abordés, en particulier la question des matières premières.

Une profonde réflexion a été menée autour de l'épineuse question de l'agriculture africaine dans un contexte mondial très difficile. Un atelier a été tenu sur la question, sous la présidence de M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso.

Dans son intervention, le Président égyptien, Hosni Moubarak a profité de sa tribune pour condamner les subventions déloyales accordées par les pays développés, en particulier l'Europe et les Usa à leurs agriculteurs.

Lui emboîtant le pas, Compaoré du Burkina a pointé un doigt accusateur sur les pays riches qu'il accuse d'avoir empiré la situation commerciale du

continent africain en poussant à la baisse les prix des matières premières clefs. Selon M. Compaoré, les subventions au coton des pays du nord avaient causé une perte de 400 millions de dollars américains aux producteurs africains de coton en 2004.

En 2005, selon la Banque mondiale, les subventions agricoles des pays développés, pris dans leur ensemble, se sont élevées à la somme stupéfiante de 230 milliards de dollars. Ce qui selon Compaoré équivaut au PIB du continent africain.

Au sortir de cet atelier, un certain nombre de suggestions ont été formulées.

Concernant le coton, la relance et l'approfondissement du Partenariat Europe - Afrique, la mise en place de mécanismes innovants pour atténuer les effets de la volatilité des cours mondiaux et l'application anticipée des engagements pris à Hong Kong pour le coton ont été soulignés. La création d'une Université du coton, soutenue par la France et l'Union Européenne, contribuera également à la nécessaire modernisation des filières.

Compaoré a proposé une gamme de mesures que les pays africains devraient mettre en place, incluant le traitement local de leurs matières premières pour obtenir de la valeur ajoutée et profiter des avantages liés à l'industrialisation.

Il a appelé au développement des transports et des infrastructures d'énergie afin d'augmenter la productivité et encourager des investissements dans des matières premières africaines.

Quant au cycle de Doha de l'OMC, Compaoré a plaidé pour une reprise des négociations et a recommandé vivement que les membres fassent preuve de flexibilité politique pour surmonter les obstacles.

Le G4 intensifie les contacts...

(suite de la page 2)

Les États-Unis considèrent qu'il est 'd'une importance cruciale' de définir la portée et le traitement des produits spéciaux que les pays en développement peuvent désigner sur la base de leurs besoins en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. L'Accord Cadre de juillet 2004 ne spécifie ni le nombre de produits qui pourraient être désignés, ni la portée (le cas échéant) des abaissements tarifaires. Les positions officielles sur le nombre de produits spéciaux vont actuellement de 20% des lignes tarifaires agricoles, comme le propose la coalition de pays en développement du G-33, à juste 5 lignes tarifaires, comme le suggèrent les États-Unis. Le Pakistan a présenté une communication informelle sur 'des points de discussion possibles', qui ne spécifie pas de nombre, mais qui présente des options pour le recours à des indicateurs dans la sélection des produits spéciaux. Le Pakistan suggère la possibilité d'un compromis entre le nombre de lignes tarifaires pour les produits spéciaux et traitement de ces produits : moins un pays désigne de produits, plus faible serait l'abaissement tarifaire requis, et vice versa.

En prélude à l'examen des produits sensibles à l'OMC, l'UE et les États-Unis discutent déjà de l'accroissement des contingents pour le bœuf et les produits laitiers, ainsi que la réduction des droits hors contingents pour ces produits (en plus de rumeurs d'accord sur un plafond de 4%). Selon l'Accord Cadre de juillet 2004, l'accès aux marchés pour les produits sensibles doit être élargi au travers d'une combinaison d'abaissements tarifaires et d'accroissement des contingents.

Le régime préférentiel ACP-UE à l'épreuve de l'OMC... (suite de la page 5)

échanges préférentiels de marchandises), l'Article V de l'AGCS dans le cadre du commerce des services et enfin, le paragraphe 2 de la clause d'habilitation qui s'applique uniquement en matière de marchandises, aux accords pré-

(suite à la page 20)

Le régime préférentiel ACP-UE
à l'épreuve de l'OMC... (suite de la page 19)

férentiels entre pays en développement. Dans le cas des négociations des APE qui visent notamment à « établir le calendrier de la suppression progressive des entraves aux échanges entre les parties, en conformité avec les règles de l'OMC en la matière »⁹, seuls les articles XXIV du GATT et V de l'AGCS constitueraient la base de la conformité des disciplines qui régiront les APE avec les normes de l'OMC.

Par ailleurs, les parties à l'Accord de Cotonou se sont engagées à négocier des APE qui soient « OMC plus » car au-delà des marchandises et des services, plusieurs aspects liés au commerce et dont l'institution multilatérale n'a pas encore fixé les disciplines, sont au menu des négociations. Il s'agit ici de la facilitation des échanges, de la concurrence, de la transparence, dans les marchés publics et de l'investissement, tout en sachant que seul le cadre multilatéral relatif à la facilitation des échanges fait l'objet de négociations dans le cycle de Doha.

Au regard de certains précédents, l'article XXIV du GATT qui fixe les disciplines pour la libéralisation des marchandises offre certes quelques flexibilités pour encadrer les échanges dans une zone de libre échange entre partenaires de niveaux de développement inégaux comme le sont les parties à l'Accord de Cotonou. Mais la quête de traitement spécial et différencié par les pays ACP trouve son fondement dans le besoin non seulement de consolider les acquis de Lomé et Cotonou en offrant de meilleures opportunités aux pays ACP, mais aussi de mieux accompagner la mise en place de la future réciprocité que postulent les disciplines de l'article XXIV. C'est en partie le message que véhicule la communication du Groupe ACP présentée à l'OMC le 28 Avril 2004¹⁰ dans le cadre des négociations mandatées au

titre du paragraphe 29 de la Déclaration de Doha sur les accords commerciaux régionaux en relevant qu'« il n'existe pas de disposition spécifique concernant le traitement spécial et différencié de jure des pays en développement pour satisfaire aux prescriptions énoncées à l'article XXIV du GATT de 1994 ». Ces flexibilités contribueraient à faire des APE des instruments de développement en incorporant la pleine application de la réciprocité qui n'est pas totale dans les engagements de réduction tarifaire et les échanges, un calendrier approprié de la libéralisation (un minimum de 18 ans pour la période transitoire et la mise en place de la réciprocité à l'expiration de cette période), la protection par les pays ACP de leurs produits et biens sensibles, la définition de standards (environnementaux, sanitaires et phytosanitaires, certification,...) et de règles d'origine en phase avec le niveau de développement des pays ACP, la mise en place d'une infrastructure de la compétitivité et de la diversification de l'offre afin que les APE n'accélèrent pas la dégradation des conditions économiques et commerciales des pays ACP. L'incorporation de ces éléments contribuerait à atténuer certaines rigidités de l'article XXIV.

L'une des hypothèses que l'on retiendrait consisterait en la finalisation dans le délai du 31 Décembre 2007 des négociations APE par des Accords minimaux ou intérimaires entre l'UE et deux, voire trois régions ACP en vue de la constitution à terme d'une Zone de libre échange. La durée de ces accords provisoires serait limitée. Les secteurs et produits sensibles des pays et régions ACP doivent être rigoureusement protégés et des clauses de sauvegarde conséquentes encadreront ces accords minimaux. S'agissant des matières faisant l'objet de négociations sur le plan multilatéral, des clauses de réouverture devraient figurer dans ces accords minimaux qui comprendraient un agenda intégré listant les matières à rendre compatibles avec les résultats de Doha une fois le cycle achevé. Cela donnerait du temps, aux régions en retard, pour la finalisation du travail technique, et surtout permettrait aux autres membres de l'OMC qui sont à l'affût de la non conclusion des APE, de ne pas initier les procédures litigieuses envisagées, tout en examinant au sein du Comité des Accords commerciaux régionaux, le contenu des premiers

APE. Face à ce cas de figure, aussi bien les parties à l'accord de Cotonou auraient tenu leurs engagements sur le plan multilatéral, que les pays ACP seraient fondés à accroître la pression sur l'UE pour réclamer les ressources adéquates visant à traduire en actes l'équation APE, instruments de développement.

Vers une amélioration des modalités
de négociation... (suite de la page 7)

d'accès prévu aux fins des engagements existants de l'AGCS. La décision de permettre aux Membres de l'OMC de dresser des listes d'engagements inférieurs au statu quo réglementaire a été prise durant le Cycle d'Uruguay, reproduisant dans le commerce des services les instincts mercantilistes pratiqués depuis longtemps pour les négociations tarifaires dans le commerce des marchandises. Dans le Cycle d'Uruguay, seuls les pays en développement avaient recours à cette flexibilité, car la norme pour les pays de l'OCDE (et par la suite pour les pays accédant) a été de rendre irréversible le niveau prévalant d'ouverture des marchés dans leurs engagements aux fins de l'AGCS. Quant à l'ensemble sur la logistique commerciale, il devrait être conçu comme complément AGCS des discussions en cours dans l'Agenda de développement de Doha sur la facilitation des échanges aux fins du GATT. Les services constituent le gros de ce en quoi consistent, à terme, les étapes de l'expédition des marchandises à travers les frontières pour leur mise sur le marché, de l'entreposage au service de livraison express et de distribution, en passant par les services de courtage en douane, de transitaire, de gestion portuaires et aéroportuaires ; et les services d'inspection. Ce continuum fournit une plateforme aisée qui permet aux Membres de l'OMC de prendre en compte les goulets d'étranglement majeurs dans les infrastructures aux frontières, en entreprenant une libéralisation sélective et progressive au travers d'une large gamme de secteurs. La possibilité de parallélisme entre les négociations aux fins de l'AGCS et celles du GATT est d'autant plus grande que les discussions sur la facilitation des échanges ont suscité un intérêt de politique significatif parmi tous les Membres de l'OMC dans le cadre de l'Agenda de développement de Doha.

⁹ Article 37.7 de l'Accord de Partenariat de Cotonou

¹⁰ Communication du Groupe des Etats ACP, Les aspects des Accords commerciaux régionaux relatifs au développement et le traitement spécial et différencié dans les règles de l'OMC : l'article XXIV du GATT de 1994 et la Clause d'habilitation, 28 Avril 2004, TN/RL/W/155

La motivation d'un Membre de l'OMC particulier à participer à une négociation donnée, qu'elle soit bilatérale ou plurilatérale, dépendra essentiellement de la volonté de ses partenaires commerciaux à prendre des engagements dans des modes et des secteurs qui intéressent le Membre du point de vue des exportations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des services. Une réforme de la méthode de négociation peut aider, en particulier si elle sape la tendance à procéder à des marchandages dans la négociation le long d'axes sectoriels qui s'excluent mutuellement, mais à terme, les Membres devront faire les marchandages politiques durs nécessaires pour un résultat fructueux.

On pourrait soutenir qu'en comblant l'écart entre la réglementation appliquée et la réglementation consolidée on rehausserait la prévisibilité et la transparence des régimes de services des pays hôtes, en contribuant au processus de renforcement des climats d'investissement. Un tel résultat pourrait soit découler d'une entente informelle entre Membres de l'AGCS, soit être ancré dans une modification plus formelle des règles qui régissent l'établissement de listes d'engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national au titre de l'accord.

Vers un mémorandum d'accord sur la transparence ?

La plupart des pays en développement semblent peu disposés à renoncer à la pratique antérieure en ce qui concerne les modalités de négociation de l'AGCS. En conséquence, une version plus souple de la proposition présentée ci-dessus devrait peut-être être prise en considération : les Membres de l'OMC continueraient à établir des listes d'engagements sur une base hybride tout en convenant de préparer des listes non contraignantes de mesures non conformes qui affectent le commerce et l'investissement dans les services, à des fins de transparence. Les pays en développement et en particulier, les pays les moins avancés, devraient bénéficier de plus de temps et d'assistance technique appropriée dans la préparation de ces listes, même si celles-ci sont de nature non contraignante. Comme on l'a noté plus haut, un nombre croissant de Membres

de l'OMC ont déjà souscrit à de telles obligations contraignantes aux fins d'accords préférentiels sur le commerce et l'investissement qui opèrent sur la base de listes négatives. Un tel 'mémorandum d'accord sur la transparence' pourrait servir à plusieurs fins en termes de promotion de la bonne gouvernance. Il pourrait aider les pays à évaluer leurs régimes réglementaires et à identifier les insuffisances réglementaires ou institutionnelles qui ont besoin de pratique technique internationale ou régionale plutôt que de meilleures pratiques ; à identifier les objectifs de politique qui peuvent être réalisés de manière moins restrictive pour les échanges et/ou l'investissement ; à identifier les secteurs où la nécessité d'appliquer des restrictions reste un impératif de politique nationale ; à permettre le classement des obstacles par secteur, pays, région et mode de fourniture, à pour les négociations futures ; à aider à la formulation de nouvelles formules de négociation possibles ; et à permettre à la communauté du commerce et de l'investissement une lecture exhaustive des prescriptions réglementaires et des restrictions dans les marchés étrangers.

Pays en développement et règlement des différends.. (suite de la page 9)

relativement peu de produits à exporter et, que dans de nombreux cas, ils ont accès à des marchés majeurs en franchise de droits. Des régimes tels que le Système généralisé des préférences et la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) offrent des avantages réels, et il peut être plus important de les préserver que de déposer une plainte formelle à l'OMC. Ou s'il y a des difficultés, celles-ci peuvent bien découler de mesures spécifiques dans les domaines des obstacles techniques/mesures sanitaires et phytosanitaires, moins aisés à contester, réduisant ainsi l'incitation à le faire. De plus, un obstacle majeur auquel sont confrontés les exportations vers d'autres pays en développement Membres peut être un taux tarifaire non consolidé élevé, ou inférieur à un plafond de consolidation. De tels cas ne n'offrent pas d'espace pas de contestation raisonnable.

Le manque de ressources humaines ou financières est-il un des problèmes ? La contribution du l'ACWL a déjà été notée et les signes indiquent plutôt le contraire. L'assistance de juristes de l'extérieur dans la préparation des différends et dans la rédaction des arguments juridiques est devenu la norme, et le coût d'une telle assistance ne semble pas avoir causé de problème majeur. De fait le différend Antigua/Barbuda concernant les jeux de hasard offshore, la longue saga de la banane et les différends relatifs à l'exportation de la crevette montrent amplement que des ressources financières peuvent être mises à disposition.

Y a-t-il un autre facteur dans le système du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends qui œuvre au détriment de la participation des pays en développement Membres ? Bon nombre de ces pays n'ont pas été directement impliqués dans des différends, et il est impossible de dire si ceci peut être imputé à la partialité qui prévaut dans le système. En décidant de consacrer ou non des ressources à un différend à l'OMC, il y a toujours un compromis entre l'importance d'un obstacle ou de politiques qui affectent les exportations d'un Membre et ce qu'il en coûte (en termes de ressources à la fois financières et humaines) d'initier un différend. Dans de nombreux pays pauvres, les problèmes administratifs plutôt que le système de l'OMC, sont susceptibles d'être les facteurs déterminants.

En conclusion, la question examinée dans cet article n'est toujours pas tranchée. Il y a de bonnes nouvelles, et il y en a quelques-unes moins bonnes. La situation continue d'évoluer, et avec davantage d'expérience et avec le temps, une étude future peut constater que le bilan s'est encore amélioré.

Négociations agricoles : « causeries au coin feu »... (suite de la page 13)

à exempter, du moins en partie, un certain nombre, à déterminer, de produits agricoles 'spéciaux' de la réduction tarifaire régulière, sur la base des préoccupations en matière de sécurité alimentaire et de garantie des

(suite à la page 22)

Négociations agricoles : « causeries
au coin feu »... (suite de la page 21)

moyens d'existence. Le 'mécanisme de sauvegarde spéciale' leur offrirait un certain niveau de protection contre les brusques poussées des importations.

Visite de Fischer Boel à Washington pour des discussions

Dans le même temps, la Commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel, s'est rendue à Washington, les 8 et 9 février, pour des discussions avec de hauts responsables américains, notamment le Secrétaire à l'agriculture, Mike Johanns et des membres du Congrès. Elle a également rencontré la Représentante américaine au commerce extérieur, Susan Schwab.

Pendant des mois, l'UE et les États-Unis ont eu une discussion circulaire sur le point de savoir ce qu'il fallait faire pour tirer de l'impasse les discussions agricoles du Cycle de Doha : selon Bruxelles, les États-Unis doivent abaisser de manière substantielle le plafond de leurs subventions agricoles ayant des effets de distorsion des échanges, au-delà de leur offre actuelle ; les États-Unis ripostent qu'ils n'en feront rien, tant que l'UE et d'autres pays n'auront pas convenu d'élargir l'accès à leurs marchés agricoles. Au cours des dernières semaines, leurs négociateurs ont tenté d'aller au-delà des chiffres litigieux sur les pourcentages pour les abaissements globaux de droits tarifaires et de subventions, pour tenter d'étoffer les détails sur les diverses exemptions par produits et sur règles qui détermineront dans quelle mesure l'accès aux marchés sera élargi et les dépenses en matière de subventions seront restreintes. En théorie, ils auront recours à ces données pour 'reconstituer à rebours' les grandes lignes potentielles d'un accord global.

Dans un entretien avec Reuters, Fischer Boel a qualifié de positives ses réunions de Washington, mais a semblé suggérer qu'un accord n'était pas encore proche. « Nous devons voir chez les autres acteurs la volonté de trouver un terrain d'entente, » a-t-elle déclaré.

Durant son séjour à Washington, la Commissaire européenne à l'agriculture

a accordé une attention spéciale au débat sur la Farm Bill américaine 2007, la législation que le Congrès rédigerait, en consultation avec la Maison Blanche, pour fixer les dépenses agricoles pour les cinq prochaines années.

Le 9 février, Fischer Boel a prononcé, à la Carnegie Endowment for International Peace, un discours dans lequel elle exhortait les États-Unis à suivre l'exemple de Bruxelles et à réformer les programmes de soutien agricole, afin d'en réduire leurs effets de distorsion des échanges. De telles réformes, permettraient aux États-Unis, en retour, de proposer des abaissements de subventions plus importants dans les négociations commerciales. « Je ne peux qu'exhorter le Congrès américain à ne pas rédiger une Farm Bill qui porterait préjudice au Cycle de Doha, » a-t-elle déclaré. « La Farm Bill 2002 avait à juste titre attiré les critiques à travers le monde lors de son adoption, car elle tendait à s'écarter de la politique agricole orientée vers le marché. La Farm Bill 2007 devrait corriger les erreurs de 2002, et non les renforcer. »

Bien que les propositions de l'Administration Bush relatives à la Farm Bill prennent certaines mesures pour réduire les incitations à la surproduction, les responsables de l'UE et d'autres ont déclaré qu'elles ne semblaient pas aller assez loin.

Fischer Boel a également pris la peine de faire valoir que l'UE offrait déjà des opportunités commerciales précieuses aux exportateurs de produits agricoles dans d'autres parties du monde. Rejetant l'idée selon laquelle un nouvel élargissement de l'accès aux marchés découlerait essentiellement de la réduction tarifaire, elle a déclaré que les abaissements de subventions pratiqués par l'UE entraîneraient « un certain rétrécissement de la production intérieure » et que la suppression éventuelle du soutien à l'exportation réduirait les exportations en provenance de l'UE. « A elles deux, ces démarches feront de la place à nos concurrents dans nos marchés et dans les marchés de pays tiers, » a-t-elle soutenu. « Notre offre formelle actuelle supprimerait plusieurs millions d'euros de recettes de notre secteur agricole, en versant des gains correspondants à d'autres. »

Appelant à « un leadership et à un esprit de réalisme dans l'offre et la demande de chaque partie, » elle a exhorté Washington à « envoyer les bons signaux. »

Les États-Unis présentent les réformes au titre
de la Farm Bill... (suite de la page 16)

Les responsables américains soutiennent avec persistance que leur nouvelle législation agricole ne « serait pas écrite à l'OMC » et que des abaissements supplémentaires des subventions seraient possibles, sur la base des offres faites dans les discussions du Cycle de Doha. Selon eux, les propositions de réforme ont été faites en tenant compte de la politique agricole, et non des négociations commerciales en cours. Des sources indiquent que la délégation américaine a exprimé un point de vue similaire lors de la réunion de Genève.

Des membres du Congrès – notamment le Représentant démocrate du Minnesota, Collin Peterson, qui préside, à la Chambre, le puissant Comité de l'agriculture, où la Farm Bill sera à terme rédigée – ont réservé un accueil prudent à la proposition de l'Administration. Peterson, qui n'avait pas caché qu'il souhaiterait que la prochaine Farm Bill ressemble fortement à celle déjà en vigueur, a déclaré « c'est mieux que je ne m'y attendais. »

Négociations agricoles :
le Pakistan présente... (suite de la page 17)

périodes de mise en œuvre plus longues pour les engagements de réduction tarifaire sur les PS.

Une autre suggestion porte sur un plafond tarifaire pour les PS qui serait supérieur à celui des autres produits – le G-33, par contre, souhaite qu'ils ne soient pas du tout plafonnés. Le Pakistan propose également l'élargissement des contingents d'importation pour les PS qui ont déjà des contingents tarifaires.

Enfin, le Pakistan émet l'idée de l'exclusion des PS de l'éligibilité au mécanisme de sauvegarde spéciale, qui a été conçu pour aider les pays en

développement à protéger les agriculteurs contre les brusques poussées d'importation en rehaussant les droits tarifaires à titre temporaire au-delà des niveaux plafonds consolidés.

Prié de faire des commentaires sur la communication, un délégué du G-33 a déclaré qu'il était « très bien, de la part du Pakistan » d'essayer de trouver un compromis sur les PS. Le négociateur a toutefois ajouté que les suggestions formulées dans la communication pourraient « compliquer davantage une question [déjà] complexe dans les négociations, » par exemple, en exigeant des Membres qu'ils conviennent d'indicateurs. « Ceci qui peut être utile au niveau national, compliquera énormément les négociations, me semble-t-il. Je pense que ce n'est pas très pratique au niveau multilatéral. »

PMA : le Brésil ouvre son marché...

(suite de la page 18)

d'origine pour le régime, en appelant à au moins 50% de valeur ajoutée pour un produit PMA éligible, contre 40% dans la proposition du gouvernement.

La Déclaration de HongKong engage les Membres à « faire en sorte que les règles d'origine préférentielles applicables aux importations en provenance des PMA soient transparentes et simples, et contribuent à faciliter l'accès aux marchés. »

Un porte-parole du Ministère des Affaires étrangères brésilien a mis l'accent sur le fait que les importations de pétrole de l'Angola constituaient près de 70% des importations totales en provenance des PMA, ce qui ne comptait que pour 500 millions de dollars sur les importations totales du pays, qui s'élèvent à 75 milliards de dollars. Il a ajouté que les pays bénéficiaires étaient très pauvres et peu susceptibles d'émerger en tant que plateformes d'exportation majeures.

Il n'a toutefois pas exclu la possibilité d'exempter les textiles de la suppression des droits et des contingents, en réponse aux demandes de l'industrie, en déclarant toutefois que le gouvernement avait l'intention « d'accorder un traitement préférentiel à tous les produits. »

Les fabricants de textiles brésiliens s'inquiètent en particulier d'une hausse brutale des importations originaires du Bangladesh. Des préoccupations similaires ont conduit les États-Unis à insister sur le droit des pays importateurs d'exclure 3% des lignes tarifaires de l'obligation d'assurer un accès en franchise de droits et sans contingent à tous les produits des PMA. Le gouvernement brésilien est toujours en consultation avec l'industrie sur ses préoccupations concernant l'initiative.

Celine Charveriat, de la campagne Pour un commerce équitable d'Oxfam, a mis l'accent sur le fait que les fabricants d'un pays relativement avancé tel que le Brésil avaient peu à craindre des exportations originaires des PMA. « Avec des règles d'origine simples et transparentes et un système de douane qui fonctionne, l'abus de concessions peut être aisément évité, » a-t-elle déclaré.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/PONTES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah

Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye

et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara

Diffusion : Racine Dahan Bâ

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37 - Fax : (221) 822-26-95

E-mail : syspro2@enda.sn - Web : <http://www.enda.sn>

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492 - Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : ictsd@ictsd.ch - Web : <http://www.ictsd.org>

PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo

Tél : (506) 263 4550 - Fax : (506) 263 4540

E-mail : puentes@ictsd.ch

Les opinions exprimées dans les articles signés de PASSERELLES, BRIDGES, PUENTES et PONTES sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD et de la Fundación Futuro Latinoamericano. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

PASSERELLES synthèse Bi-Mensuelle

Co-publication : ENDA - Tiers Monde

Publication électronique mensuelle sur les questions de commerce et développement durable d'importance particulière à l'Afrique.

Rédacteurs : El Hadji Diouf, Cheikh Tidiane Dièye

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse Bi-Mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : syspro2@enda.sn ou à passerelles@ictsd.ch. Dans le corps du texte écrivez, inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD (www.ictsd.org/africodev).

Publications

OMC, Rapport annuel de l'OMC 2006, disponible à partir du 15 décembre 2006, 122 pages. www.wto.org

OMC, WTO Dispute Settlement: One-Page Case Summaries. 1995 – Septembre 2006. Janvier 2007, 147 pages. www.wto.org

CNUCED, Réunion des défis du commerce et du développement dans un ère de prix d'énergie hauts et volatils : huile et gaz dans LDCS et pays africains. Décembre 2006, 40 pages. www.unctad.org

CNUCED, Bulletin de transport numéro 33, troisième trimestre 2006, 17 Pages. www.unctad.org

CNUCED, Défis et occasion pour les pays en voie de développement dans la production de biocarburant. 27 novembre 2006, 26 pages. www.unctad.org

ONU, Accord Européen Relatif au Transport International des Marchandises Dangereuses par Route : En vigueur le 1^{er} janvier 2007. 1284 pages. <https://unp.un.org/details.aspx?entry=F06EAC>

ONU, Eta de la population mondiale 2006. Des jeunes en mouvement – supplément jeunesse. 72 pages <https://unp.un.org/details.aspx?entry=F06EAC>

ONU, Rapport annuel sur l'Activité de l'organisation 2006 : Résoudre les problèmes d'un monde en mutation. 132 pages. www.unp.un.org

ONU, ABC des Nation unies, septembre 2006, 472 pages, www.unp.un.org

ONU, Développement économique en Afrique : Le Doublement de l'aide- Assurer « la Grande Poussée » octobre 2006, 126 Pages. www.unp.un.org

ONU, Bulletin des stupéfiants : Les marchés des drogues illicites, novembre 2006, 192 pages. www.unp.un.org

OCDE, Changement climatique dans les Alpes européens adaptant tourisme d'hiver et gestion des dangers naturels. 18 janvier 07. www.oecd.org

OCDE, L'OCDE en chiffres 2006-2007. Statistique sur les pays membres de l'OCDE. 10 janv.-07. www.oecd.org

OCDE, Science, technologie et industrie. Perspectives de l'OCDE en 2006. 04 décembre 2006. www.oecd.org

Evénements

8-14 mars, Genève, Suisse, commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, 11^e session. Contact : www.unctad.org/p166/

12 mars-5 avril, Genève, Suisse, conseil des droits de l'Homme ; quatrième session. www.wto.org

15-16 mars, OMC, Genève, Réunion de haut niveau sur le coton

19-23 mars, Genève, Suisse, commission du commerce des biens et services, et des produits de base, 11^e session. Contact : www.unctad.org/p166/

21-24 mars, Tunis, Tunisie, conférence internationale sur la gestion durable de l'eau. Contact : ahmed.ghrabi@inrst.rnrt.tn

Mars-avril, Genève, Suisse, Forum de l'OIT sur le travail décent pour une mondialisation juste.

14-15 avril, Washington DC, USA, Réunion de printemps du groupe de la Banque mondiale et le fonds monétaire international. Contact : www.banquemondiale.com

18-20 avril, Genève, Suisse, conseil du commerce et du développement, 41^e réunion directive (rapports des commissions), www.unctad.org/p166/

18-21 avril, FAO, Rome, Italie, comité de l'agriculture (20e session). Contact : www.fao.org

25-27 avril, Dakar, Sénégal, Deuxième réunion sur le groupe de travail ad hoc ouvert sur non – respect. Contact : ssc@pops.int

30 avril-4 mai, Dakar, Sénégal, troisième réunion de la conférence des Parties à la convention de Stockholm sur les polluants persistants organiques. Contact : ssc@pops.int

9-10 mai, OMC, Genève, Suisse, Conseil général de l'OMC. www.wto.org

14-15 mai, Paris, France, Forum de l'OCDE ; innovation pour la croissance et l'équité : Programme de l'OCDE pour la mondialisation. Contact : www.ocde.org

21-24 mai, FAO, Rome, Italie, comité de la sécurité alimentaire mondiale (33e session). Contact : www.fao.org

21-25 mai, Genève, Suisse, Commission de la science et de la technologie au service du développement, dixième session. Contact : www.unctad.org

23-25 mai, Nairobi, Kenya, 11^e conférence africaine sur le commerce le Gaz et les finances (exposition). Contact : frida.youssef@unctad.org ou rachid.anui@unctad.org

24-25 mai, Gatineau, Québec, Canada, Conférence internationale de collaboration en Afrique : Nouvelle approche dans le secteur de l'eau. Contact : nkibi@uottawa.ca